

# Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie

Ekaterina Piskunova

Septembre 2006

Numéro 31



**Ekaterina Piskunova** est doctorante en science politique à l'Université de Montréal.

Les *Notes de recherches* du CEPES permettent aux chercheurs qui lui sont affiliés d'exposer les résultats de leurs travaux en cours. Les opinions exprimées par les auteurs n'engagent qu'eux.

Dépôt légal : 3<sup>ième</sup> trimestre 2006  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISBN : 2-922014-30-4

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Partie 1	
Motivations pour l'intervention extérieure dans un conflit interne : concepts ; définitions; état de question	
1.1 Concepts et définitions	4
1.2 Types de motivations	7
Partie 2	
Géopolitique : évolution ; définition ; avantages ; grille d'analyse	
2.1 Évolution de la discipline	10
2.2 Définition	15
2.3 Déterminants	15
2.4 Avantages/faiblesses de l'approche géopolitique	25
2.5 Grille d'analyse	25
Partie 3	
Motivations géopolitiques de l'intervention de la Russie dans la guerre en Géorgie (1992-2003) : étude de cas	
3.1 Développement de l'intervention	30
3.2 Présence militaire russe	34
3.3 Motivations pour l'intervention et pour la présence militaire russe en Géorgie	36
3.4 Impact de l'intervention et le rôle de l'ONU	68

*Ekaterina Piskunova*

3.5 Développement de la situation après la révolution des roses, novembre 2003-2006	75
Conclusions	84
Bibliographie	88

## Introduction

La présente étude se pose un double défi théorique : premièrement, analyser les motivations de l'engagement d'une tierce partie dans un conflit civil et deuxièmement, élaborer une grille analytique, inspirée par l'approche de la géopolitique dite nouvelle, ainsi que juger de son applicabilité pour l'étude de ce type du comportement. Les recherches théoriques s'appuient sur l'étude empirique des intérêts géopolitiques et du rôle de la Russie dans le déroulement et le règlement du conflit civil en Géorgie pendant la période comprise entre 1992 et 2003.

Étant donné que les conflits civils posent de graves problèmes en matière humaine (danger de génocides et de perte de vies humaines) comme politique (instabilité économique et politique interne et régionale, danger de l'escalade de la tension et de la prolifération des conflits), la pertinence de comprendre leurs enjeux est indubitable. Un des plus importants serait la question des motivations de l'engagement d'une tierce partie comme médiatrice ou intervenant militaire dans un conflit civil : est-ce que l'intervention est motivée par intérêts stratégiques, gains économiques, raisons internes et militaires ou bien par l'identité ethnique et les facteurs humanitaires. Autrement dit, qu'est-ce qui est plus important, considérations altruistes<sup>1</sup> ou réalistes<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Heraclides, Alexis, 1990. « Secessionist minorities and external involvement », *International Organization*, vol. 44, no 3 (Summer), p.341-378; Carment, David, et Patrick James. 1995. « Internal Conflicts and Interstate Ethnic Conflicts: Toward a Crisis-Based Assessment of Irredentism », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 39, no 1 (mars), p. 82-109.

<sup>2</sup> Heraclides, *op. cit.* ; Neack, Laura, 1994. « UN Peace-Keeping: In the interest of Community or Self? », *Journal of Peace Research*, vol. 32, no 2, p.181-196; Cooper, Robert, et Mats Berdal, 1993. « Outside Intervention in Ethnic Conflicts ». In *Ethnic Conflicts and International security*, sous la dir. de Michael Brown. Princeton : Princeton University Press, p. 181-206.

*Ekaterina Piskunova*

Dans la présente étude, nous soutenons que ce sont des motivations instrumentales qui sont les plus importantes. Le cadre analytique proposé pour les analyser est basé sur la géopolitique. Après une éclipse de plusieurs décennies, la géopolitique retient de nouveau l'attention de chercheurs, de journalistes et de politiciens. La fin de la guerre froide et les bouleversements de la carte du monde qui se sont ensuivis ont suscité un besoin de comprendre, et donc un intérêt marqué, pour les éléments d'explication des conflits, des mutations, des changements majeurs qui prenaient forme. Cependant, il existe un flou considérable en ce qui concerne le statut de la géopolitique, ses concepts et sa méthode de fonctionnement. Notre étude se revendique donc comme une contribution à une meilleure définition de l'approche géopolitique. Ci-dessous, cette approche est considérée comme une méthode explicative et analytique qui met en valeur la puissance de l'État, considère sa sécurité comme son but principal et permet d'étudier les relations entre le territoire et la politique des acteurs. Après avoir étudié et confronté les ouvrages d'auteurs appartenant à tous les courants géopolitiques, mais en nous appuyant surtout sur ceux qui représentent la géopolitique nouvelle ou critique, nous retenons des déterminants territoriaux qui paraissent essentiels pour l'analyse et nous les regroupons de façon suivante : domaine militaire; domaine économique, domaine démographique, domaine idéologique. En mettant en relation les concepts exposés, nous avançons l'hypothèse suivante : les intérêts géopolitiques des États constituent une motivation principale pour l'intervention aux conflits civils locaux.

L'étude de la situation en Géorgie, située au carrefour des chemins eurasiatiques, est pertinente pour la stabilité de la région caucasienne. La configuration des forces y est volatile, ce qui menace de briser le fragile équilibre de la région et de propager l'instabilité ailleurs. En même temps, l'analyse de l'historique de l'intervention, des motivations qui la sous-

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

tendent, des intérêts stratégiques de la Russie dans la région ainsi que des enjeux importants pour d'autres acteurs mondiaux devrait permettre de mieux comprendre la dynamique des relations étrangères de la Russie qui sont toujours importantes au niveau global. Notre étude se revendique comme une contribution à l'élaboration d'une réflexion théorique sur les possibilités d'utiliser l'approche géopolitique en tant que cadre analytique défini et, en même temps, comme une recherche empirique sur les intérêts de l'acteur aussi important que controversé de la politique internationale qui est la Russie.

*Ekaterina Piskunova*

## I. MOTIVATIONS POUR L'INTERVENTION EXTERIEURE DANS UN CONFLIT INTERNE : CONCEPTS ; DÉFINITIONS ; ÉTAT DE QUESTION

### 1. Concepts et définitions

#### 1.1.1. Intervention

Nous retenons la définition de F. Pearson : « the movement of troops or military forces by one independent country, or a group of countries in concert, across the border of another independent country..., or actions by troops already stationed in the target country ». <sup>3</sup> Elle est suffisamment vaste pour inclure autant des opérations subversives et clandestines que des missions humanitaires<sup>4</sup>. Il y a lieu de préciser que l'intervention peut ainsi avoir pour objectif la défense d'un pays allié, la lutte contre la prolifération, la protection de civils, la promotion de la démocratie ou le combat contre le terrorisme et le narcotrafic. L'intervention, en outre, peut être associée à une cause « juste » et sanctionnée par la communauté internationale (interventions multilatérales en Bosnie ou au Kosovo) ou, au contraire, donner suite à l'intérêt stratégique d'une grande puissance pour asseoir et maintenir son influence dans une région (interventions unilatérales américaine à Panama en 1989 et russe en Tchétchénie en 1999)<sup>5</sup>.

#### 1.1.2. Acteurs

Conformément à la nature de notre hypothèse, nous identifions les acteurs intervenants comme des grandes puissances qui poursuivent les intérêts autres que des considérations de

---

<sup>3</sup>Pearson, Frederick, 1974. « Foreign Military Interventions and domestic Disputes », *International Studies Quarterly*, vol. 18, no 3, p. 259-289.

<sup>4</sup>Holsti, Kalevi, 1992. *International Politics. A Framework of Analysis*. Englewood Cliffs : Prentice Hall, p. 204.

<sup>5</sup>David, Charles-Philippe, 2000. *La guerre est la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris : Presses de science po., p. 258.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

prestige international (comme par exemple dans le cas de la médiation norvégienne au Sri Lanka<sup>6</sup>). Les intérêts dont nous discuterons plus bas sont conditionnés par leurs aspirations à la puissance.

### *1.1.3. Puissance*

Bien que la notion de la puissance soit un concept fondamental et omniprésent en Relations internationales, sa définition ne fait pas l'unanimité chez les chercheurs. Sans entrer dans les discussions sur le concept, nous retenons la définition de la puissance donnée par R. Aron<sup>7</sup> : « [la puissance est] la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ». Les penseurs de l'école réaliste s'entendent que la puissance de l'État est liée à la volonté des États, objective ou non, « de préserver leur survie et leurs capacités [...] et de mettre en oeuvre leurs objectifs de sécurité. »<sup>8</sup>

### *1.1.4. Légitimation*

L'importance de légitimation de l'intervention ne doit pas être sous-évaluée. Même si les gouvernements ne sont motivés que par leurs propres intérêts, ils cherchent à établir la légalité de leur intervention (« Syria took pains to obtain Arab endorsement of its position in Lebanon; Turkey invoked its position as a guarantor power »<sup>9</sup>; dans notre cas, la Russie est allée chercher l'approbation du Conseil de sécurité pour justifier ses activités en Géorgie). Cooper et Berdal ont remarqué dans

---

<sup>6</sup>Voir par exemple Bullion, Alan. *Sri Lanka : des élections en pleine guerre*, disponible en ligne :

<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci09p21-29.pdf>, page consultée le 11 juillet 2004.

<sup>7</sup>Aron, Raymond, 1984. *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy, p. 58.

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup>Cooper, Robert, et Mats Berdal, 1993. « Outside Intervention in Ethnic Conflicts » In *Ethnic Conflicts and International security*, sous la dir. de Michael Brown. Princeton : Princeton University Press, p. 199.

*Ekaterina Piskunova*

leur travail : « [i]n practice, the most successful interventions have been conducted under UN authority. This may be a consequence of the UN's experience in the field, but there is more likely a function of the UN's ability to confer legitimacy and guarantee neutrality. »<sup>10</sup>

L'égide de l'ONU implique une responsabilité particulière de la partie intervenante, et sa présence est capable de pallier de possibles effets néfastes que les intérêts propres à la tierce partie pourraient avoir sur le déroulement de la situation. Toutefois, il existe, à notre avis, une forte différence entre une intervention multilatérale délibérée et approuvée par la communauté internationale et une intervention unilatérale dont l'auteur demande l'approbation de l'ONU, souvent *a posteriori*. Le fait d'obtenir l'approbation du Conseil de sécurité n'est pas à surestimer non plus : étant donné que seules les grandes puissances en sont des membres permanents avec le droit de veto, il y a lieu de se demander s'il peut vraiment représenter la communauté internationale.

#### *1.1.5. Types d'engagement*

Il n'y a pas que les interventions militaires. La médiation pendant et après les hostilités ainsi que la diplomatie préventive et coercitive, sont capables de jouer un rôle important dans le déroulement des événements sur le terrain. Il y a lieu de préciser également que les interventions économiques, qu'elles soient axées à punir ou, au contraire, à soutenir une des parties belligérantes, sont un moyen puissant du règlement du conflit<sup>11</sup>.

Heraclides, dont les travaux seront considérés plus en détail ci-dessous, distingue deux types d'engagement : soutien tangible

---

<sup>10</sup>*Ibid.*

<sup>11</sup>Regan, Patrick. 1996. « Conditions of Successful Third-Party Intervention in Intrastate Conflicts ». *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 40, no 2 (June), p. 340.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

(aide matérielle et activités militaires) et soutien politico-diplomatique (déclarations verbales des décideurs, appui de la part de différents ONG, pression et reconnaissance diplomatique). Dans plusieurs interventions, nous voyons plutôt un ensemble de stratégies où le soutien et/ou les sanctions économiques sont accompagnés par l'intervention militaire proprement dite et les activités diplomatiques tout le long du déroulement du conflit.

### **1.2. Types de motivations**

Les deux types d'incitatifs distingués par les chercheurs sont les motivations affectives/altruistes<sup>12</sup> ou réalistes/instrumentales. C. R. Mitchell<sup>13</sup> a été le premier à se pencher sur la question et il a élaboré la théorie transnationale d'intervention en affirmant que les liens idéologiques, ethniques et religieux entre les groupes de l'État intervenant et de l'État cible (*affective linkages*) rendaient l'intervention plus probable, tandis que les liens d'ordre économique, politique et militaire entre les mêmes groupes n'étaient pas aussi forts.

Lors de son étude de sept conflits de sécession entre 1960 et 1980, Heraclides a pu distinguer deux types de motivations : instrumentales (*instrumental considerations*), tels que gains économiques, enjeux politiques, considérations stratégiques, prestige, raisons internes, et affectives (*affective considerations*), à savoir identité ethnique, religion, idéologie, injustice historique, irrédentisme ainsi que les considérations humanitaires.<sup>14</sup> En se basant sur des critères d'évaluation suivants : fréquence, persistance et envergure de l'engagement, il affirme que dans les cas étudiés, les motivations instrumentales sont moins importantes que les motivations affectives lorsqu'il s'agit de

---

<sup>12</sup>Heraclides (1990).

<sup>13</sup>Mitchell, C.R, 1970. « Civil Strife and the Involvement of External Parties », *International Studies Quarterly*, vol. 14, no 2, p. 166-194.

<sup>14</sup> Heraclides (1990).

*Ekaterina Piskunova*

l'engagement de basse intensité. Selon lui, plus le degré d'engagement est considérable, plus les motivations instrumentales sont fortes. Toutefois, les considérations affectives restent pour lui plus importantes.

Carment et James<sup>15</sup> soutiennent aussi l'importance des facteurs affectifs. En étudiant le comportement des États lors des conflits ethniques irrédentistes, ils mettent en évidence l'importance du facteur ethnique pour l'intervention extérieure. Ils croient que les facteurs instrumentaux fournissent rarement l'explication complète du comportement des acteurs et considèrent l'ethnicité comme facteur affectif d'une importance majeure.

Pourtant, certains auteurs croient que les motifs « instrumentaux » sont plus importants que les considérations affectives, y compris humanitaires. Ainsi, L. Neack<sup>16</sup> en se concentrant sur l'étude des activités de l'ONU, se demande si la participation aux opérations de maintien de la paix dépend de « state's idealistic commitment to the global community and international peace or from the member's national interest. » Après avoir examiné la participation aux 18 opérations de maintien de la paix (1948-1990), l'auteure conclut que « realist interpretation which is that states do whatever they can, given their power resources, to protect and preserve their national interests, better explains states' participation. » Les États restent souvent assez réticents quant à leur engagement dans un conflit par méfiance de s'y enliser (la situation autour de la Bosnie en sert d'exemple). Neack prouve que le schéma de participation des États dans les opérations de maintien de la paix, la distribution géographique des opérations, l'histoire des réussites et des échecs de différentes opérations confirment que l'engagement dans les opérations de maintien de la paix est

---

<sup>15</sup>Carment et James (1995).

<sup>16</sup> Neack (1994), p. 181.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

expliqué surtout par les intérêts nationaux des États participants. Elle avance un argument réaliste : si les pays qui participent activement aux opérations de maintien de la paix sont effectivement engagés en faveur de l'idée de la paix dans le monde, comment expliquer que ces mêmes pays sont les premiers exportateurs de l'armement. Les évidences empiriques prouvent l'existence des sphères d'influence (exemple de Bosnie, la rivalité des États-Unis et de l'Union soviétique au Moyen Orient) et des intérêts propres aux États participants (Italie en Somalie, au Sahara occidental). « Peace-keeping is self-interested action to establish, preserve, or increase a state's own position and power base in the world. »<sup>17</sup>, conclut Neack.

L'opposition des opinions s'inscrit bien dans le cadre du débat entre les paradigmes en RI. L'école réaliste suggère que les interventions ont lieu uniquement dans le cas où les intérêts nationaux prononcés sont mis en jeu. Le modèle opposé met en valeur les enjeux au niveau d'ethnicité ou de valeurs et les considérations humanitaires. La prémisse suivante nous porte à privilégier les considérations instrumentales comme explication pour l'intervention étrangère : toute intervention, et surtout une intervention active, exige des investissements importants en termes de coûts matériels et parfois de vies humaines. Il faut que l'incitatif soit suffisamment fort pour conditionner l'engagement. Ceci nous amène à mettre en relation les intérêts propres des États et l'intervention et adhérer au paradigme réaliste. Étudier la nature de ces intérêts signifierait comprendre les mécanismes cachés qui poussent un État à intervenir. Nous croyons que la nature de ces intérêts pourrait être étudiée en termes géopolitiques.

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 188.

*Ekaterina Piskunova*

## **II. GÉOPOLITIQUE : ÉVOLUTION ; DÉFINITION ; AVANTAGES ; GRILLE D'ANALYSE**

Le terme « la géopolitique » est présent de façon récurrente dans le discours scientifique, médiatique et politique de la dernière décennie. Par contre, il est souvent employé comme raccourci simplificateur dès que sont abordées des questions politiques, sociales ou militaires complexes. Il y a donc lieu de commencer par définir le statut de la géopolitique et élaborer sa définition pour justifier ensuite son choix de la géopolitique en tant qu'outil d'analyse et proposer une grille d'analyse pour l'étude de cas en question.

### ***2.1. Évolution de la discipline<sup>18</sup>***

Le premier à repérer le lien inhérent qui existe entre le territoire de l'État et sa politique était Friedrich Ratzel. Il a élaboré une théorie organique de l'État considéré comme un être vivant qui grandissait et avait besoin de l'espace vital. Pour le successeur de Ratzel Karl Haushofer, les favorites de la lutte pour l'espace vital étaient les États continentaux et, avant tout, l'Allemagne. Il a développé la théorie de conditions de la puissance et de l'hégémonie et a élaboré des modèles de configuration des forces dans le monde, mais à part cela, il a donné de concrètes prescriptions politiques aux gouverneurs. Ainsi, il a jeté la base du fort engagement politique qui marque l'école allemande. Le darwinisme social caractéristique de cette vision est capable de justifier les politiques d'expansion territoriale des plus terrifiantes, et il a servi de base idéologique pour le régime nazi pendant les années 1930 et la deuxième guerre mondiale, ce qui a compromis le mot même de la géopolitique pour plusieurs décennies.

---

<sup>18</sup> Nous ne présentons qu'une partie du volumineux corpus théorique d'ouvrages géopolitiques. Ainsi est laissé consciemment de côté tout ce qui a trait à la géopolitique dite interne (école Lacoste) ainsi que plusieurs autres ouvrages de cette discipline.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

L'école géopolitique anglo-saxonne est associée en premier lieu au nom de Sir Halford Mackinder qui, au début du XXe siècle, étudiait la formation de l'empire britannique en mettant en valeur l'opposition des pays continentaux et maritimes. Il a introduit le concept de *heartland*, largement repris depuis. *Heartland* signifie la terre centrale, un pivot, autour duquel se trouvent les ceintures périphériques de *rimland* (les îles marchandes). La clé de la puissance mondiale selon Mackinder est dans la formule qui a inspiré nombreux chercheurs et surtout politiciens, y compris contemporains : « Qui tient l'Europe orientale tient la terre centrale, qui tient la terre centrale domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde. » Cinquante ans plus tard, l'amiral américain Alfred Mahan<sup>19</sup> donne une autre recette : en étudiant les possibilités d'accroître la puissance de l'État, il préconise l'acquisition de la suprématie maritime. Il conseillait au pouvoir américain d'accroître progressivement la puissance navale, de s'allier avec la Grande Bretagne, l'autre grande puissance maritime, et de surveiller ainsi que d'entraver la progression des puissances continentales, telles que la Russie et la Chine avant tout.

Malgré les divergences, cette lecture a des particularités communes : qu'il s'agisse de l'école allemande (Ratzel, Haushofer) ou de la pensée géopolitique anglo-saxonne (MacKinder, Mahan), elle est marquée par une tendance à définir les conditions de l'extension territoriale d'un État. Cette pensée est normative, indicatrice, voire prophétique.<sup>20</sup> Elle veut dégager des lois, forger des modèles et servir de base pour la politique. La géopolitique dite classique essaie surtout de trouver le secret d'une puissance absolue.

---

<sup>19</sup>Mahan, Alfred Thayer, 1957. *The influence of sea power upon history 1660-1783*. New York : Hill and Wang.

<sup>20</sup>Thual, François. 1996. *Méthodes de la géopolitique : Apprendre à déchiffrer l'actualité*. Paris : Ellipses, p. 8-12.

*Ekaterina Piskunova*

L'étape suivante du développement de la géopolitique, que certains auteurs traitent de l'école matérialiste<sup>21</sup> ou étatiste<sup>22</sup> (« *past geopolitics* »<sup>23</sup>), s'inspire largement des idées de Mackinder/Mahan sans prétendre, toutefois, à élaborer des lois et des modèles rigides. Les auteurs qui font partie de ce courant de pensée (Spykman, Brzezinski, Gallois, Montifroy, Sauvé) voient la géopolitique comme une méthode analytique qui permet d'élaborer une politique extérieure efficace. Ainsi, Nicholas Spykman a jumelé l'idée de Mahan concernant la suprématie maritime et la théorie de Mackinder sur le *heartland* pour concevoir une base doctrinale de protection des intérêts nationaux américains. Ses successeurs et élèves H. Kissinger et Z. Brzezinsky forment le courant de pensée appelé souvent l'atlantisme qui démontre un lien direct entre une configuration spatiale et la puissance d'un  tat. H. Kissinger appuie les idées de Spykman en affirmant que la stratégie politique des  tats-Unis devrait unifier toutes les zones riveraines de l'Eurasie pour obtenir le contrôle total sur celle-ci. La doctrine inspirée par les idées de Spykman est devenue une base de la *containment strategy*   l'égard des pays socialistes pendant la guerre froide.   son tour, Z. Brzezinsky considère les  tats-Unis comme une première *vraie* hégémonie mondiale et conseille aux gouverneurs américains d'assurer le contrôle sur le continent eurasien pour garder la position dominante : « Passant de l'échelle régionale à l'approche planétaire, la géopolitique postule que la prééminence sur le continent eurasien sert de point d'ancrage à la domination globale. »<sup>24</sup>

---

<sup>21</sup> Thual (1996), p. 13-19.

<sup>22</sup> Lasserre, Frédéric, et Emmanuel Gonon. 2001. *Espaces et enjeux : méthodes d'une géopolitique critique*. Paris : L'Harmattan, p. 62.

<sup>23</sup> Mamadouh, Virginie. 2002. « Reclaiming Geopolitics: Geographers Strike Back ». In *Geopolitics at the End of the Twentieth Century. The Changing World Political Map*, sous la dir. de Kliot, Nurit, et David Newman. London : Frank Cass, p. 118-138.

<sup>24</sup> Brzezinsky, Zbigniew. 1997. *Le grand  chiquier*. Paris : Hachette, p. 66-67.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

De point de vue théorique, l'analyse géopolitique d'avant la fin de la guerre froide se situe plutôt dans le cadre du réalisme classique avec une forte importance accordée aux facteurs géographiques qui, selon les auteurs, déterminent la politique et l'histoire des États. Les auteurs utilisent souvent l'opposition des puissances terrestres (continentales) et maritimes. Ce courant de pensée est marqué par un fort déterminisme : « La géographie a des impératifs auxquels la politique peut difficilement s'opposer<sup>25</sup> », autrement dit, la position géographique de l'État détermine son histoire. Il est aussi caractérisé d'une normativité excessive : les chercheurs donnent des prescriptions au pouvoir. L'importance exagérée accordée à la position géographique de l'État comme déterminant de sa politique empêche les chercheurs de ce courant de tenir compte des changements incessants, ce qui rend leur analyse statique. Quant au statut de la géopolitique, il passe au niveau d'une méthode ou d'un outil analytique, car les chercheurs d'après la Deuxième Guerre Mondiale ne cherchent plus à dégager des lois. La construction de différents modèles de rapports des forces reste, toutefois, pertinente. L'analyse se situe uniquement au niveau étatique, et les stratégies relationnelles entre les acteurs sont considérées comme nécessairement conflictuelles.

Depuis la fin de la guerre froide, la pensée géopolitique revêt un nouveau caractère que certains chercheurs nomment critique<sup>26</sup>; les autres, *neutral*,<sup>27</sup> ou bien l'on parle tout simplement d'une nouvelle géopolitique.<sup>28</sup> Sans oublier l'héritage des pères

---

<sup>25</sup>Sauvé, René-Marcel. 1994. *Géopolitique et avenir du Québec*. Montréal : Guérin, p. 10.

<sup>26</sup>Lasserre et Gonon (2001), p. 65.

<sup>27</sup>Mamadouh (2002), p. 122.

<sup>28</sup>Wood, William et George Demko. 1999. « Introduction: Political Geography for the Next Millennium ». In *Reordering the World. Geopolitical Perspectives on the Twenty-First Century*, sous la dir. de Wood, William et George Demko. Boulder : Westview Press ; Cohen, Saul. 1999. « Geopolitics in the New World Era: A New Perspective on an Old Discipline ». In *Reordering the World*.

*Ekaterina Piskunova*

fondateurs de la discipline, cette lecture accorde toujours une importance soutenue au rôle de l'espace dans la politique. Par contre, l'espace n'est plus vu comme une chose en soi, mais comme un ensemble de facteurs dont chacun exerce un impact considérable sur la politique :

[It is] the analysis of how political systems and structures - from the local to international levels - influence and are influenced by the spatial distribution of resources, events, and groups, and by interactions among subnational, national, and international political units across the globe. It focuses, on one hand, on how groups interact - particularly the ways they manipulate each other - in the pursuit of controlling resources and, on the other, on how these social, economic, and political activities determine the use of, and thereby modify the resource base. The resource most often directly implicated in international conflicts is land, whether for intrinsic (it contained minerals or fresh water source), strategic (it straddles a key trade route), or nationalistic (it embodies a 'homeland' reasons).<sup>29</sup>

Les particularités les plus importantes de cette vision sont les suivantes : l'espace n'est plus un acteur de l'histoire, et son influence se traduit par une série de déterminants géographiques concrets tels que la distribution de ressources, de population, etc.<sup>30</sup> La nouvelle analyse géopolitique accepte d'autres acteurs que les États. Cependant, le conflit reste au centre d'attention d (même si Cohen parle de l'applicabilité de l'analyse géopolitique à l'étude de la coopération et de la paix<sup>31</sup>).

---

*Geopolitical Perspectives on the Twenty-First Century*, sous la dir. de Wood, William et George Demko. Boulder : Westview Press.

<sup>29</sup> Wood et Demko (1999), p. 4.

<sup>30</sup> La question de facteurs est discutée en détail ci-dessous.

<sup>31</sup> Cohen (2002).

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

### **2.2. Définition**

Dans les ouvrages étudiés, nous avons rencontré de façon récurrente des éléments qui nous paraissent les plus pertinents pour la définition de la géopolitique : premièrement, elle n'est pas une science, mais une méthode analytique; deuxièmement, elle met en évidence les relations entre le territoire et ses déterminants d'une part et la politique des acteurs (le plus souvent, mais pas toujours, ce sont des États) de l'autre; troisièmement, ces relations sont les relations de pouvoir. Max Gounelle<sup>32</sup> dans son livre *Relations internationales* a proposé la définition suivante que nous prenons comme un point de départ pour l'élaborer par la suite : « La géopolitique est une méthode explicative qui met en relation les facteurs de la puissance étatique, la politique internationale, et l'environnement géographique. »

### **2.3. Déterminants**

La question qui se pose est de savoir quels sont les déterminants territoriaux. Gounelle<sup>33</sup> définit deux grandes séries de facteurs qui servent de base d'analyse<sup>34</sup> :

1. Des facteurs constants, comme la position générale de l'État par rapport aux autres, le relief, l'hydrologie, l'existence (ou l'absence) de façade maritime, etc. ;
2. Des facteurs variables, comme le contexte démographique, le potentiel de ressources naturelles et de matières énergétiques ainsi que les données idéologiques.

Une modification est à apporter au chapitre des facteurs constants. Ils sont importants pour l'analyse surtout de point de vue militaire. Ainsi, la position générale de l'État par rapport

---

<sup>32</sup>Gounelle, Max. 2001. *Relations internationales*. Paris : Dalloz, p.119-121.

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup>Il est à noter que Gounelle mentionne la difficulté de hiérarchiser l'importance des différents facteurs.

*Ekaterina Piskunova*

aux autres se traduit par la nécessité de protéger ses frontières, par sa superficie relative ainsi que par sa force/faiblesse/vulnérabilité relative non seulement par rapport à ses voisins, mais aussi au niveau systémique. La position enclavée exercerait une influence prononcée sur la politique, tandis que l'accès à la mer offrirait plus de choix à tel ou tel État. Ainsi au lieu de considérer les facteurs constants, il serait pertinent de parler plutôt des intérêts militaires ou stratégiques. Le regroupement des facteurs se lira donc comme suit :

- domaine militaire/stratégique (position de l'État au niveau global, sa superficie, protection des frontières, voies stratégiques) ;
- domaine économique (ressources, voies de transportation) ;
- domaine démographique (pressions démographiques, protection éventuelle de la diaspora à l'extérieur de l'État) ;
- domaine idéologique (représentations historiques du territoire et de son rôle dans le monde, mouvements nationalistes y compris transnationales (panismes, communiste, fasciste, religieux) l'existence des segments d'espace valorisés par l'affectif ou par le réel).

*a. Domaine militaire/stratégique*

C'est la dimension la plus traditionnelle de la géopolitique. Comme déjà mentionné, la méthode géopolitique se situe théoriquement dans le cadre du réalisme. Selon cette lecture, la quête de sécurité, nécessaire pour survivre comme entité souveraine, reste toujours l'enjeu principal du comportement d'un État. Les dernières décennies ont apporté des précisions importantes à cet égard : on peut parler de l'intention de préserver sa propre sécurité, de maximiser sa puissance ou de l'intention de contrer une menace.<sup>35</sup>

---

<sup>35</sup> Walt, Stephen. 1987. *The Origins of Alliances*. Ithaca, Cornell University Press.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Les indicateurs empiriques liés au domaine stratégiques sont : la disposition des forces, l'emplacement des bases militaires et des cibles vers lesquelles sont dirigés les moyens militaires, les mesures de protection des frontières, réseau de transportation considéré sous l'angle stratégique. Il est considéré la formation et/ou l'abandon des alliances comme un moyen important pour obtenir les objectifs stratégiques d'un État. On peut définir les alliances comme des « formal or informal relationship of security cooperation between two or more sovereign states »,<sup>36</sup> notamment pour affronter un ennemi ou une menace commune. S'il existe une discussion scientifique au sujet de l'efficacité des alliances pour renforcer la sécurité (certains auteurs croient que les alliances sont contre-productives parce qu'elles renforcent la méfiance des pays voisins qui peuvent se sentir menacés et réagir en adéquation)<sup>37</sup>, il n'en est pas moins que la configuration des alliances est un élément important à retenir pour l'analyse.

#### *b. Domaine économique*

Dans plusieurs cas, les rivalités traditionnelles militaires pour le contrôle des territoires ont cédé la place à la compétition économique. Selon Edward Luttwak, « Cold War ideological rivalries have been replaced by world-wide economic competition, in which trade and finance overshadow military power »<sup>38</sup>. Demko et Wood introduisent le concept de « geopolinomics » qui se focalise sur l'interaction entre les États et à l'intérieur des États et sert à étudier l'impact de l'économie sur les politiques et vice versa. À la lumière de la dépendance mutuelle entre l'économie et la puissance, deux facteurs ressortent comme déterminants pour l'analyse géopolitique : la présence ou l'absence de ressources naturelles : eau, ressources

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>37</sup> David, Charles-Philippe. 2000. *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris : Presses de sciences po, p. 182-185.

<sup>38</sup> Luttwak, Edward. 1990. « From Geopolitics to Geoeconomics ». *National Interest*, vol. 20, p. 17-24.

*Ekaterina Piskunova*

énergétiques (combustibles fossiles), gisements minéraux; et les voies de leur acheminement. Pour illustrer l'importance de ces facteurs, citons, par exemple, les manœuvres de l'armée américaine au Kazakhstan du Sud qui ont impliqué le plus long trajet militaire aérien de Fort Bragg en Caroline du nord vers Tchimkent. Michael Klare<sup>39</sup> dans son livre *Resource Wars* écrit :

Why choose Kazakhstan [...] for such ambitious undertaking? In justifying this elaborate operation, Pentagon officials maintained that their sole objective was to demonstrate American support for the continued stability of the former Soviet republics. [...] Most observers understood, however, that much more was at stake: with new surveys indicating the presence of vast reserves of oil and natural gas in the Caspian region, U.S. officials has resolved to ensure that much of this energy eventually flows to the West.

Il est difficile d'expliquer la dynamique des politiques de sécurité sans reconnaître l'importance cruciale de la compétition pour les ressources, intensifiée par la demande toujours croissante et l'émergence d'une sérieuse pénurie. Pour pratiquement chaque pays industrialisé, la recherche et/ou la protection des matières premières sont devenues cruciales pour la planification dans le domaine de sécurité nationale<sup>40</sup>. Les ressources les plus importantes sont énergétiques (pétrole, gaz naturel) et minérales (gisements importants des minerais et/ou des pierres précieuses comme diamants, or, tungstène, béryllium, vanadium<sup>41</sup>). Il y a lieu de noter que les raisons pour l'importance des ressources peuvent être différentes : ainsi pour la Russie, l'exportation du pétrole est l'article budgétaire

---

<sup>39</sup>Klare, Michael. 2002. *Resource Wars*. New York : A Metropolitan/Owl Book, p.2.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Ces minéraux sont choisis en fonction de leur valeur stratégique. Voir Géré, François. 2002. *Pourquoi les guerres ? Un siècle de géopolitique*. Édition Larousse en partenariat avec *Courrier International*, Collection 20/21, (mars), p. 95.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

principal – les ressources naturelles représentent 80 % de l'ensemble d'exportation et les recettes de l'exportation du pétrole et du gaz constituent 20 % du PIB<sup>42</sup>. Pour les États-Unis ou pour l'Europe, qui sont des grands consommateurs, il importe de diversifier les fournisseurs des matières premières pour réduire la dépendance des fournisseurs – la vulnérabilité des pays industrialisés s'est manifestée lors de la crise pétrolière de 1973. « L'arme économique peut être utilisée comme arme politique. [...] Le pétrole utilisé comme arme par les pays fournisseurs de l'OPEP a motivé l'intérêt aux États-Unis, depuis trois décennies, pour une *sécurité énergétique*. »<sup>43</sup>

Le facteur de ressources est lié à celui de contrôle des voies stratégiques de transportation. L'instabilité de la région de transportation bloque les possibilités d'une coopération efficace entre les partenaires potentiels et conditionne l'importance du contrôle des oléoducs, des gazoducs, des voies ferrées, des autoroutes et des voies maritimes. Demko et Wood soulignent explicitement l'importance de l'infrastructure économique pour les politiques. Les voies de transportation et d'acheminement de ressources naturelles ainsi que les systèmes de télécommunication sont des manifestations tangibles de l'interaction économie/puissance<sup>44</sup>. Devant la maritimisation de l'économie mondiale, c'est-à-dire le développement très intense des échanges commerciaux par voie de mer, les routes maritimes ont pris une importance considérable<sup>45</sup>. Il est intéressant de noter que Saul Cohen, un représentant de la vieille garde de la géopolitique, souligne lui aussi l'importance du domaine économique jusqu'à évoquer la possibilité d'utiliser

---

<sup>42</sup> [http://www.worldbank.org/ru/ECA/Russia.nsf/ECADocByUnid/0CF40EF2E501A275C3256CD1002B7D90/\\$FILE/RER7\\_eng.pdf](http://www.worldbank.org/ru/ECA/Russia.nsf/ECADocByUnid/0CF40EF2E501A275C3256CD1002B7D90/$FILE/RER7_eng.pdf), page consultée le 1 juillet 2005.

<sup>43</sup> David (2000), p. 106.

<sup>44</sup> Voir aussi Newman et Kliot, p. 3.

<sup>45</sup> Thual (1996), p. 34.

*Ekaterina Piskunova*

la méthode géopolitique pour l'analyse de la coopération internationale:

In contrast to the old geopolitics, which was an instrument of war, the new geopolitics can be applied to the advancement of international cooperation and peace. It calls attention to those political areas, either independent states or parts of sovereign entities that play special locational roles in linking the international system. By analyzing the interdependence of economic, cultural, social, and political process within changing spatial milieus, the new geopolitics can influence military strategic considerations and place economic competition on the same plane as military competition.<sup>46</sup>

c. *Domaine démographique*

Dans ses *Essais de polémologie*, Gaston Bouthoul<sup>47</sup> présente la démographie comme l'un des baromètres fondamentaux permettant de détecter l'approche d'un conflit. Il parle de la structure démographique, à savoir la densité de population, la composition par âge et par sexe, le taux d'accroissement, comme de facteur conditionnant la violence collective. Ainsi, « la surpopulation serait un facteur belligène... »<sup>48</sup>. La démographie peut être aussi considérée comme facteur d'efficacité : l'importance de la population contribue à la puissance de l'État (toutefois, si ce facteur est nécessaire, il est loin d'être suffisant). Dans le cadre des conflits internes, la démographie continue à exercer une influence sur la propension à la violence. Elle devient notamment une arme utilisée par l'État pour modifier, par la voie des mouvements migratoires, le rapport de forces entre groupes ethniques sur un territoire donné. L'évolution du rapport démographique entre Hans et Ouïgours dans la région

---

<sup>46</sup> Cohen (1999), p. 43-44.

<sup>47</sup>Bouthoul, Gaston. Cité par Géré, François. 2002. *Pourquoi les guerres ? Un siècle de géopolitique*. Édition Larousse en partenariat avec *Courrier International*, Collection 20/21 (mars), p. 88.

<sup>48</sup>Géré (2002), p. 88.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

séparatiste du Xin Jiang en Chine est, de ce point de vue, révélatrice (la colonisation de la province autonome ouïgoure du Xing Jiang par les Hans a rendu peu à peu les Ouïgours minoritaires chez eux.)<sup>49</sup>

Parmi les facteurs démographiques importants du point de vue d'analyse géopolitique, nous retenons la pression démographique et les flux migratoires. La pression démographique signifie que si la population devient trop nombreuse pour un territoire donné, il se crée une pression sur des régions avoisinantes. Nous pouvons citer comme exemple la situation dans les régions frontalières russo-chinoises : ces régions sont sous-peuplées, l'on constate un afflux de population vers le centre de la Russie, le contrôle des frontières est relativement faible, tandis que de l'autre côté de la frontière se situe la région surpeuplée de Manchourie. La différence de densité de population entre ces régions est de l'ordre de 1500 - 3 000 pour cent<sup>50</sup>.

Les flux migratoires, qui peuvent être externes et internes, sont susceptibles de changer l'image démographique d'un territoire. Leur gestion savante peut apporter un équilibre démographique qui est bénéfique pour la sécurité. Par contre, les flux migratoires peuvent aussi devenir néfastes : le surpeuplement devient porteur de pression démographique interne et externe tandis que le dépeuplement rend les régions délaissées vulnérables. L'influence de la diaspora n'est non plus à négliger. La présence concentrée d'une ethnie à l'extérieur de son pays d'origine est susceptible d'exercer une pression considérable sur les politiques du pays hôte ainsi que sur celles du pays d'origine (l'exemple de l'Arménie pourrait y servir de référence).

---

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> <http://www.carnegie.ru/ru/pubs/briefings/48353.htm>, page consultée le 29 juillet 2004.

*Ekaterina Piskunova*

*d. Domaine idéologique et de la grande stratégie*

Le domaine idéologique a trait aux représentations politiques considérées comme une dimension subjective d'un territoire donné dans la mentalité collective d'un groupe. Ces représentations sont liées aux mythes nationaux, aux symboles, à la religion et/ou à l'interprétation spécifique de l'histoire. Certains auteurs insistent davantage sur le rôle de l'image qu'un peuple se fait de son rôle dans l'histoire et de sa place dans le monde :

The differences that people develop in their efforts to imagine the world and their identity in it are due to historical continuities they are part of, and also of differing identities they ascribe themselves to. Occasionally, scholars, and sometimes policy makers take these visions or images, mix them with the 'scientific' principle of causality, and end up with geopolitical theories or doctrines. The desire to imagine or visualize the world and one's own place in it is, perhaps, one of the most basic human needs [...] In international politics often perceptions matter more than 'real' things, especially when policy makers act upon such perception.<sup>51</sup>

Cependant, l'impact de l'image, de la représentation ou de la perception n'est pas mis en doute, néanmoins, il faut avoir des moyens tangibles pour le traduire en comportement politique concret.

Il est à souligner que le domaine idéologique ou conceptuel de la géopolitique comporte une forte composante d'engagement politique, ce qui l'unit aux idées des pères fondateurs de la discipline. Ainsi, la géopolitique est souvent utilisée pour élaborer une forme d'image nationale. D'ailleurs, l'intérêt accru à

---

<sup>51</sup>Tchantouridze, Lasha (dir. publ.) et Amanda Lieverse. 2004. « Introduction : On Geographic Space, Historical Continuity, and Identity ». In *Geopolitics : Global Problems and Regional Concerns*. Bison Paper 4. Winnipeg : Contemporary Printed Ltd., p. 2; voir aussi Thual, 1996.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

la géopolitique comme méthode scientifique en Russie peut être expliqué par un vide idéologique après l'effondrement de l'idéologie communiste. En recherchant un élément mobilisateur, on se tourne vers la géopolitique.<sup>52</sup>

Le domaine idéologique débouche sur le niveau de la grande stratégie sans y être équivalent. La grande stratégie englobe les prémisses d'ordre militaire, économique ou démographique qui servent de base pour l'élaboration de l'idée géopolitique nationale, tandis que l'idéologie influe sur l'économie et la stratégie militaire. L'interaction entre les quatre domaines géopolitiques nous incite à considérer le concept de « la grande stratégie » telle que vue par l'école américaine. Edward Mead Earle définissait la grande stratégie comme suit :

[S]trategy is the art of controlling and utilizing the resources of a nation - or a coalition of nations - including its armed forces, to the end that its vital interests shall be effectively promoted and secured against enemies, actual, potential, or merely presumed. The highest type of strategy - sometimes called grand strategy - is that which so integrates the policies and armaments of the nation that the resort to war is either rendered unnecessary or is undertaken with maximum chance of victory.<sup>53</sup>

Une vraie grande stratégie ainsi est actuelle dans les temps de paix comme pendant la guerre. Elle a trait à l'évolution et à l'intégration des politiques qui durent des décennies, et ne finit pas avec la fin de la guerre, comme elle ne commence pas avec le début des hostilités<sup>54</sup>. Ceci correspond à la célèbre citation de Clausewitz qu'une guerre est la continuation de la politique par

---

<sup>52</sup>Dans le chapitre consacré à l'étude de cas, les écoles géopolitiques russes seront étudiées en détail.

<sup>53</sup>Earle, Edward Mead. cité dans Kennedy, Paul (dir. publ.). 1991. *Grand Strategies in War and Peace*, Yale University Press, p. 4.

<sup>54</sup> Kennedy, 1991, p. 4 -5.

*Ekaterina Piskunova*

autres moyens. La grande stratégie cherche l'équilibre entre les fins et les moyens par temps de paix et temps de guerre.

La définition large de la grande stratégie dépasse les événements sur le terrain de bataille et prend en considération la disposition et la gestion des ressources naturelles; le rôle vital de la diplomatie pour améliorer la position de l'État; l'état du moral national et de la culture politique.

The crux of grand strategy lies therefore in policy, that is, in the capacity of the nation's leaders to bring together all of the elements, both military and non-military, for the preservation and enhancement of the nation's long-term (that is, in wartime and peacetime) best interests<sup>55</sup>.

Ainsi, l'étude de la grande stratégie comme un ensemble qui réunit les quatre domaines géopolitiques retenus, nous offre un nouveau niveau d'analyse. Ce niveau dépasse le niveau idéologique, mais lui est proche, ce qui permet de les considérer ensemble. Il considère la dynamique au niveau national (État comme une unité), mais beaucoup d'importance est accordée également à la configuration des forces sur l'arène mondiale. Il se rapproche ainsi du niveau systémique sans l'atteindre, parce qu'il ne tient pas compte des particularités du système comme tel.

We have no convenient terms to differentiate readily between grand strategy as a doctrine declared by a given state or imputed to it; grand strategy as a level of analysis, whereby we examine the totality of what happens between states and other participants in international politics; and the reality of grand strategy as the conclusive level of strategy as a whole.<sup>56</sup>

---

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> Luttwak, Edward. 1987. *The Logic of War and Peace*, Cambridge et Londres : The Belknap Press of Harvard University Press, p. 177 - 182.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

### **2.4. Avantages et faiblesses de la méthode géopolitique**

Le premier avantage de la géopolitique est de permettre une analyse multidimensionnelle qui tient compte de plusieurs indicateurs. Le lien mentionné qui unit l'analyse géopolitique et celle inspirée par le réalisme permet d'adopter les niveaux d'analyse (individuel, étatique, global) capables de souligner une ou plusieurs dimensions de la problématique.<sup>57</sup> Nous admettons que le défaut inhérent de toute analyse inclusive est une certaine absence de rigueur. Toutefois, l'avantage d'avoir une grille d'analyse multidimensionnelle, multidisciplinaire et à plusieurs niveaux paraît incontestable. De plus, ce défaut peut être compensé par l'élaboration d'hypothèses, même s'il ne s'agit pas de développer une théorie unique.

### **2.5. Grille d'analyse**

Les paramètres pour vérification de l'hypothèse avancée seront les suivants :

*a. Domaine militaire : (position géographique de l'État, ses alliés; nécessité de protéger ses frontières). Si la position géographique de l'État cible est importante pour l'État intervenant, l'intervention est plus probable.*

Indicateurs :

1. présence ou absence des sorties maritimes: s'il y en a, l'intervention est plus probable ;
2. position de l'État cible par rapport aux routes stratégiques : la position sur le carrefour des routes augmente la probabilité de l'intervention ;
3. configuration des alliances : l'intervention signifie l'augmentation de l'influence de l'État intervenant, donc, s'il y a un concurrent dans la lutte pour cette influence, l'intervention serait plus probable, ou bien si l'État

---

<sup>57</sup> Lasserre et Gonon (2001), p. 63-65, 104-105.

*Ekaterina Piskunova*

intervenant a besoin de l'État cible en tant qu'allié, ceci augmentera également les chances de l'intervention ;

4. nécessité de protéger ses frontières : si cette nécessité existe, l'intervention est plus probable. Aussi, si l'État cible est considéré comme une source d'instabilité pour le pays intervenant, s'il existe un risque du *spill-over* du conflit à l'intérieur de l'État intervenant, l'intervention est plus probable.

*b. Domaine économique : (ressources naturelles; voies de leur acheminement) .Si l'État cible possède des ressources naturelles importantes (surtout énergétiques ou stratégiques), l'intervention est plus probable. Indicateurs :*

1. présence ou absence de gisements de pétrole et/ou de gaz; ou de métaux stratégiques<sup>58</sup> ;
2. existence ou la possibilité de construction d'oléoducs et de gazoducs, ainsi que la présence d'un réseau de routes commerciales (voies ferrées, autoroutes et surtout des voies maritimes).

*c. Domaine démographique : (pression démographique; répartition démographique). La présence sur le territoire cible des personnes de la même ethnie et/ou de même citoyenneté que celle du pays intervenant augmenterait les chances de l'intervention.*

La protection des citoyens fait pratiquement toujours partie des doctrines militaires nationales<sup>59</sup>, donc ce paramètre serait non seulement pertinent pour la décision d'intervenir, mais aussi un moyen de justifier ou de légitimer l'intervention. Par ailleurs, les analyses des conflits civils établissent que si sur le territoire cible il y a des représentants de la même ethnie que celle de l'intervenant, ceci augmente la probabilité de l'intervention.

---

<sup>58</sup> Voir ci-haut.

<sup>59</sup> [http://www.redstar.ru/best\\_st/doktrina1.html](http://www.redstar.ru/best_st/doktrina1.html), page consultée le 1 juillet 2004.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Toutefois, certains auteurs considèrent ce facteur comme affectif (altruiste)<sup>60</sup>.

*d. Domaine idéologique : (les particularités de l'image nationale dans la doctrine géopolitique du pays). Si l'image nationale dans la doctrine ou les doctrines géopolitiques comporte des traits expansionnistes, impériaux, messianiques ou les prétentions au rôle de grande puissance, les chances d'intervention augmentent.*

À cet égard, le rôle de l'histoire est à considérer de près. Dans le cas étudié, le fait que le Caucase, et plus précisément la Géorgie, pendant des siècles faisait partie de l'Empire russe, que les relations russes - géorgiennes, bien que mouvementées, ont été toujours dominées par le côté russe, influence positivement la décision d'intervenir. Il est à noter, toutefois, qu'il peut y avoir plusieurs doctrines, souvent concurrentes<sup>61</sup>. Il s'agit donc, dans un tel cas, de déterminer laquelle influence davantage le groupe au pouvoir.

Ceci nous donne la première dimension de l'analyse que sa multidisciplinarité rend intéressante. Il est possible de situer cette première dimension à plusieurs niveaux conformément aux images waltziennes et d'observer ces indicateurs et leur importance relative aux niveaux suivants :

1. niveau individuel et bureaucratique ;
2. niveau interne ;
3. niveau régional ;
4. niveau systémique ou global.

---

<sup>60</sup> Carment et James, *op. cit.* ; Cooper et Berdal, *op. cit.*; Heraclides, *op. cit.*

<sup>61</sup>Au sujet des doctrines géopolitiques de la Russie voir Tsygankov, Andrey. 2003. « Mastering space in Eurasia: Russia's geopolitical thinking after the Soviet break-up ». *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 36, p.101-127.

*Ekaterina Piskunova*

Lorsqu'on parle du niveau individuel et/ou bureaucratique, il s'agit du rôle des leaders politiques, de leurs intérêts ainsi que des intérêts de différents groupes (armée, bureaucratie, monde des affaires, etc.) dans l'élaboration des politiques, ce qui fournirait des renseignements supplémentaires susceptibles d'enrichir l'analyse. Dans le cas étudié, l'analyse à ce niveau serait particulièrement importante compte tenu des changements majeurs au niveau de direction du pays intervenant (la Russie). Au niveau interne, il s'agit d'étudier les événements à l'intérieur de l'État capables d'influencer sa politique étrangère, y compris la décision d'intervenir. Dans le cas étudié, les changements qui secouaient la Russie pendant la dernière décennie, l'absence de coordination entre les différentes branches du pouvoir, le conflit sérieux entre le pouvoir présidentiel et législatif et la crise économique sont à prendre en considération.

Lorsqu'il est question du niveau régional, il s'agit de mettre en évidence l'importance du phénomène de régionalisation qui désigne la tendance à voir des États appartenant à une même région géographique se rapprocher, d'un point de vue économique et/ou politique<sup>62</sup>. La définition correcte de la région devient donc importante pour comprendre des problèmes de sécurité sur un territoire géographique donné. Barry Buzan qui accorde une attention particulière au niveau régional de sécurité dans son ouvrage *People, States and Fear* définit la région en termes de sécurité comme « a distinct and significant subsystem of security relations existing among a set of states whose fate is that they have been locked into geographical proximity with each other. »<sup>63</sup>

---

<sup>62</sup>Chauprade, Aymeric et François Thual. 1998. *Dictionnaire de géopolitique : États, concepts, auteurs*. Paris : Ellipses, p. 557-562.

<sup>63</sup>Buzan, Barry. 1991. *People, States and Fear*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, p. 188.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Il existe également la possibilité de situer l'analyse dans le temps et de juger éventuellement de l'importance relative des facteurs pertinents pendant les différentes périodes du développement de la situation. Dans le cas étudié, ce serait particulièrement intéressant, car la situation à tous les niveaux d'analyse changeait vite, de façon majeure et dans tous les domaines: économique (quelques vagues de crise et une reprise économique depuis 2001), militaire (la guerre en Tchétchénie) et idéologique : d'une orientation pro-occidentale sous Kozyrev,<sup>64</sup> à la doctrine du monde multipolaire de Primakov<sup>65</sup> et à une vision de la politique extérieure prudente et réfléchie devenant de plus en plus autoritaire sous Vladimir Poutine.

---

<sup>64</sup>Kozyrev A., *Mister Yes*, ministre des Affaires Étrangères de la Russie (1990-1996)

<sup>65</sup>Primakov E., ministre des Affaires Étrangères de la Russie (1996-1998), ensuite Premier ministre de la Russie.

*Ekaterina Piskunova*

### III. MOTIVATIONS GÉOPOLITIQUES DE L'INTERVENTION DE LA RUSSIE DANS LA GUERRE EN GÉORGIE (1992-2003) : ÉTUDE DE CAS

#### *3.1. Développement de l'intervention<sup>66</sup>*

L'État géorgien<sup>67</sup> s'affirme l'héritier du territoire de la République soviétique de Géorgie et représente une république unitaire au régime présidentiel. La Géorgie est confrontée à la sécession de deux entités autonomes, la république d'Abkhazie et la région d'Ossétie du sud, soit de 17,9 pour cent du territoire du pays.

En décembre 1991/mars 1992, les confrontations entre le régime de Zviad Gamsakhourdia, président nationaliste légitimement élu alors en place, et les formations paramilitaires qui soutenaient Édouard Chevardnadzé, ont amené à un coup d'État. Le président renversé a fui en Tchétchénie, et le pouvoir dans la république a été pris par un Comité d'État provisoire dirigé par Chevardnadzé. Après s'être assuré de l'appui occidental, et surtout de celui de Moscou, il s'est fait élire président par une large majorité lors d'élections tenues en octobre 1992.<sup>68</sup>

En même temps, le Soviet de l'Abkhazie a adopté une déclaration unilatérale d'indépendance qui avait provoqué des

---

<sup>66</sup>Voir Breault et al.; et Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond, Bookcraft.

<sup>67</sup> Située au sud-ouest de la Russie sur le littoral de la mer Noire, la Géorgie occupe une superficie de 69 700 km carrés. Sa capitale est Tbilissi (1 245 000 habitants), et sa population totale est de 4 946 000 habitants au 1 janvier 2001. La Géorgie est très diversifiée ethniquement : on y relève près de cinquante langues et cultures différentes. Le pays est situé au centre de la région transcaucasienne à la périphérie de l'Europe, mais aux portes de la Russie et de la mer Noire au nord; de la Turquie (membre de l'OTAN) à l'ouest; de l'Iran et du monde islamique au sud; de la mer Caspienne et de l'Asie centrale à l'est.

<sup>68</sup> Breault et al. (2003), p. 182.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

affrontements entre les troupes abkhazes et les forces gouvernementales. Soutenues, entre autres, par des contingents de volontaires étrangers (y compris tchéchènes et cosaques), les forces abkhazes ont pris le contrôle de toute l'Abkhazie entre août 1992 et septembre 1993. Le conflit a fait près de 10 000 morts et a contraint entre 200 000 et 300 000 personnes à quitter la république autoproclamée<sup>69</sup>.

La volonté de médiation russe s'est manifestée dès les premières semaines des hostilités, à mi-août 1992. Le 3 septembre, des négociations à Moscou ont abouti à la signature d'un accord de cessez-le-feu et de retrait des troupes géorgiennes par Chevardnadzé, Ardzinba (Président du parlement abkhaze), Eltsine et les représentants des républiques nord-caucasiennes qui avaient envoyé des volontaires du côté abkhaze. Ledit accord a été immédiatement violé par la Géorgie, et les hostilités ont repris. Le Soviet Suprême russe s'est prononcé plus d'une fois<sup>70</sup> pour la nécessité de protéger les Russes en Abkhazie, les « frères » abkhazes et toute la population civile contre la violence. En même temps, la Russie a autorisé des mesures de protection, y compris le recours à l'aviation, de ses bases militaires héritées de l'époque soviétique<sup>71</sup> où les troupes russes demeuraient depuis le début du conflit. Pendant toute la durée du conflit, la Russie a effectué des opérations humanitaires. Quant à la participation de l'armée russe aux combats, elle n'a jamais été ni autorisée ouvertement, ni admise par le Kremlin. Cependant, les observateurs rapportent que certaines unités militaires russes participaient aux combats de côté abkhaze.<sup>72</sup>

---

<sup>69</sup> Dans différents ouvrages, nous avons rencontré des chiffres qui oscillent entre 200 000 et 300 000, 280 000 est le chiffre utilisé dans Open Society Institute. 1995. *Forced Migration: Repatriation in Georgia*. New York.

<sup>70</sup> Gadzhiyev, Kamaludin. 2003. [Géopolitique du Caucase]. Moscou : Mejdounarodnye otnocheniya.

<sup>71</sup> Voir *Forced Migration: Repatriation in Georgia*..

<sup>72</sup> *Ibid.*

*Ekaterina Piskunova*

Le Kremlin a appliqué également des mesures non-militaires pour arrêter les hostilités. Lors de discussions sur le traité d'amitié et de coopération russo-géorgien en février 1993, les négociateurs russes ont stipulé que la signature de la Russie était conditionnée par une résolution pacifique des conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Les parlementaires et les diplomates russes, y compris le ministre des Affaires étrangères de l'époque A. Kozyrev, faisaient la navette entre Moscou, Tbilissi et Soukhoum pour inciter les belligérants à cesser les hostilités. Kozyrev a menacé d'appliquer des sanctions économiques et, plus spécifiquement, un embargo sur les produits pétroliers contre la partie qui reprendrait les hostilités. Cependant, les efforts des médiateurs russes restaient sans résultat.

Début juillet 1993, la situation menaçait de connaître une escalade incontrôlable. Soukhoum a passé entre les mains des Géorgiens, mais a été immédiatement assiégé par les Abkhazes. À ce moment, en réponse au plaidoyer de Chevardnadzé devant le secrétaire général des Nations Unies Boutros-Ghali, le Conseil de sécurité a publié d'abord un appel aux protagonistes pour l'arrêt immédiat et inconditionnel des hostilités, puis a adopté une résolution autorisant Boutros-Ghali à envoyer des observateurs militaires dans la région pour contrôler l'application d'un nouveau cessez-le-feu.

Les deux étapes des négociations abkhazo-géorgiennes à Moscou avec la médiation de la Russie ont eu lieu dans le contexte de l'avancement abkhaze sur le terrain. Le 27 juillet à Sotchi, les parties ont signé l'accord de cessez-le-feu et de mécanisme d'observation incluant la mission de l'ONU. Malgré ces accords, la dernière attaque de l'armée abkhaze a suivi à la fin de septembre. Les Abkhazes ont occupé Soukhoum et délogé

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

les troupes géorgiennes du territoire de la république autonome le 30 septembre 1993<sup>73</sup>.

Affaiblie par la défaite militaire en Abkhazie, la Géorgie était menacée par une désintégration totale et par la dernière vague de confrontation zviadiste (les partisans de Gamsakhourdia). Le pouvoir central chancelait. Le gouvernement de Chevardnadze s'est adressé alors à la Russie en cherchant de l'aide contre les rebelles. Ce soutien lui a été accordé à condition de l'adhésion de la Géorgie à la CÉI. En février 1994, la Russie et la Géorgie ont signé une série des accords bilatéraux stipulant le soutien accordé par la Russie au développement de l'armée géorgienne, le déploiement des forces de protection des frontières russes et le maintien des bases militaires russes en Géorgie.

À leur tour, les négociations qui impliquaient la Géorgie, l'Abkhazie, la Russie et l'ONU ont abouti à la signature de l'accord de cessez-le-feu et de l'accord qui confirmait l'établissement de l'opération du maintien de la paix (Moscou, le 14 mai 1994). Nominale, il s'agissait du déploiement des forces de la CÉI (2 500 personnes, réduites à l'automne 1998 à 1 500 personnes), mais en fait, ces forces n'étaient que russes. L'accord de Moscou a installé une zone de sécurité de douze km de chaque rive de la rivière Ingouri qui divise les deux parties et une zone de contrôle des armements qui comptait encore douze km. L'énoncé de mission des troupes de maintien de la paix se résumait comme la séparation des belligérants et le maintien de sécurité nécessaire pour le retour des déplacés internes. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 858 sur la création d'une mission d'observation, la MONUG<sup>74</sup>, et a

---

<sup>73</sup> Données de Slavic Research Center de l'Université Hokkaido  
<http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/publicn/lakova/lakova.pdf>,  
page consultée le 5 avril 2003.

<sup>74</sup>[http://www.un.org/french/peace/peace/cu\\_mission/monug/monug.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monug.htm),  
page consultée le 11 avril 2003.

*Ekaterina Piskunova*

confirmé la mise en place de la force d'interposition en l'habilitant des compétences des forces de maintien de la paix.

Les négociations de la période comprise entre 1994 et 2003 avaient pour but de régler les questions du statut politique de l'Abkhazie, du retour des réfugiés internes et de la situation dans les gorges de Kodori (le dernier endroit sur le territoire abkhaze habité par des Géorgiens ethniques et contrôlé par les militaires géorgiens). En 1994, le blocus économique de l'Abkhazie a été installé par la Russie et la Géorgie dans le but d'influer sur la position intransigeante de la république rebelle revendiquant la souveraineté<sup>75</sup>. Malgré les efforts des médiateurs, aucune de ces questions n'est résolue jusqu'à présent. En même temps, les forces de maintien de la paix, de concert avec la mission d'observation onusienne, ont pu interdire un retour aux hostilités d'envergure, même s'il y avait plusieurs tentatives de rompre l'équilibre. (Par exemple, l'escalade de tension en 1998 ou la prise en otage des soldats russes de maintien de la paix en 2002.)<sup>76</sup>

### **3.2. *Présence militaire russe***

Selon l'accord russo-géorgien finalisé en 1995, quatre bases militaires sont concédées à la Russie pour vingt-cinq ans. En conformité avec les termes de l'accord bilatéral avec la Géorgie, la Russie utilisait le territoire géorgien pour mener des opérations aériennes pendant la première guerre tchétchène. Il est également à noter que la Géorgie accordait beaucoup de soutien à la Russie pendant ce conflit. Par contre, la stagnation des négociations sur le statut de l'Abkhazie et le retour des réfugiés a incité Tbilissi à remettre en cause la capacité et/ou la volonté de la Russie de l'aider à résoudre ses problèmes. Au

---

<sup>75</sup><http://www.zatulin.ru/institute/sbornik/039/06.shtml>, page consultée le 11 juin 2004.

<sup>76</sup><http://www.strana.ru/stories/01/10/25/1867/122100.html>, page consultée le 11 août 2004.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

début de 1997, espérant pouvoir remplacer Moscou par l'OTAN comme pourvoyeur de sécurité, les autorités géorgiennes ont entamé un virage pro-occidental prononcé.

Depuis 2000, on assiste à une détérioration visible des relations russo-géorgiennes. La Géorgie refusait toute collaboration lors du deuxième conflit russo-tchéchène commencé en fin 1999. Elle insiste sur le retrait des bases militaires russes qui constituent un enjeu distinct de celui de la présence des forces russes de maintien de la paix. Dans le cadre de l'adaptation du traité sur les Forces conventionnelles en Europe, la Russie a dû accepter en 1999 d'en fermer deux pour le 1 juillet 2001. Elle tarde encore à en retirer ses derniers effectifs. En ce qui concerne les deux dernières, la Russie demande de délayer leur fermeture de quinze ans face aux revendications de Tbilissi de le faire en trois ans. Tout récemment (mai 2005 – mars 2006) après maintes controverses, l'entente concernant le retrait des bases a finalement été signée, et le processus de départ a débuté. Les forces militaires russes doivent partir avant la fin de 2008.<sup>77</sup>

La Russie accuse également la Géorgie d'abriter les Tchétchènes, considérés comme terroristes, sur son territoire dans la gorge de Pankissi. Profitant du climat politique d'après le 11 septembre 2001, la Russie accroît ses pressions sur Tbilissi. Poutine menace d'étendre les opérations anti-terroristes menées en Tchétchénie à la Géorgie et justifie sa menace en faisant référence à la Résolution 1373 du Conseil de sécurité et au droit à l'autodéfense. L'enjeu crucial est désormais la présence des

---

<sup>77</sup> Entente entre la Fédération de Russie et la Géorgie sur les délais, les termes de fonctionnement temporaire et le retrait des bases militaires et d'autres objets militaires du Groupe des forces armées russes en Transcaucasie situés sur le territoire de la Géorgie ]», [http://www.in.mid.ru/Brp\\_4.nsf/arh/62BDD977D27FB959C3257011004E5998?OpenDocument](http://www.in.mid.ru/Brp_4.nsf/arh/62BDD977D27FB959C3257011004E5998?OpenDocument), site officiel du Ministère des Affaires Étrangères de la Russie, page consultée le 1 août 2006.

*Ekaterina Piskunova*

forces russes de maintien de la paix qui sont devenues le levier principal de pression sur le nouveau gouvernement géorgien pro-occidental tout en gardant leur fonction principale de stabilisation.

### **3.3. *Motivations pour l'intervention et pour la présence militaire russe en Géorgie***

L'importance du coût des opérations militaires d'intervention a été déjà mentionnée plus haut. Le fait que l'engagement russe au conflit en Géorgie a coûté cher à Moscou n'est pas à discuter, même si les pertes en vies humaines et les coûts économiques de l'intervention pendant les hostilités ouvertes sont difficiles à évaluer : la Russie n'admettait jamais son engagement militaire au conflit abkhaze. Par contre, les données sur les coûts des opérations de maintien de la paix sont disponibles : la Russie dépense plus de 526 000 \$ par mois pour le maintien des forces de maintien de la paix en Abkhazie<sup>78</sup> pendant dix ans, ce qui est un fardeau lourd pour le budget du ministère de la Défense. La Russie comme pourvoyeur des forces de maintien de la paix a perdu plus de 100 soldats dans les opérations sur le terrain<sup>79</sup>. (Le coût des opérations de l'UNOMIG en 1994 a été estimé à 28 millions de dollars américains,<sup>80</sup> à 29,2 millions en 2000 et à 33 millions en 2001<sup>81</sup> ) Il est à noter que ces coûts sont assumés pendant une période de faiblesse économique de la Russie. La question se pose : pourquoi porter les pertes et dépenser des

---

<sup>78</sup><http://www.usafa.af.mil/inss/OCP/ocp402.pdf>, page consultée le 11 août 2004.

<sup>79</sup>Interview avec le vice-ministre des Affaires Étrangères de la Russie Valeriy Loschinin le 12 août 2004, disponible sur le site officiel du Ministère des Affaires Étrangères de la Russie, [http://www.ln.mid.ru/brp\\_4.nsf/0/cb5fa4a1eb175ae9c3256eee003f6e1e?OpenDocument](http://www.ln.mid.ru/brp_4.nsf/0/cb5fa4a1eb175ae9c3256eee003f6e1e?OpenDocument), page consultée le 11 novembre 2004.

<sup>80</sup><http://www.ndu.edu/inss/Strategic%20Assessments/sa95/sach13f1.html>, page consultée le 11 juillet 2004.

<sup>81</sup> <http://www.state.gov/p/io/rls/fs/2001/2535.htm>, page consultée le 11 juillet 2004.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

moyens importants ? Quelles sont les motivations pour l'engagement russe en Géorgie ?

### *a. Domaine militaire*

#### *Contexte stratégique*

Le Conseil sur la politique étrangère et la défense de la Russie a adopté en septembre 1992 une stratégie selon laquelle la politique de sécurité russe devrait se tisser autour certains axes principaux dont un passerait par la Géorgie<sup>82</sup>. L'intervention de la Russie au conflit en Géorgie cadre bien avec les objectifs à long terme prévus par ladite stratégie. Pouvoir influencer la situation en Géorgie signifie pouvoir mieux protéger le flanc sud du pays.

Ainsi, le premier objectif stratégique est de prévenir toute pénétration stratégique d'envergure, y compris l'assistance militaire et/ou l'approvisionnement en armements à n'importe quelle tierce partie.<sup>83</sup> La situation géographique de la région pivot, dont la Géorgie fait partie, lui confère une importance stratégique comme zone tampon<sup>84</sup>. Le deuxième objectif est de prévenir la création d'un vide au domaine de sécurité et de ne pas permettre une présence étrangère. Le troisième objectif est de créer une « belt of friendly states »<sup>85</sup> autour des frontières russes. Tous ces buts sont liés entre eux et dictent la nécessité de maintenir la présence militaire russe sur le terrain. Il est à noter également qu'il serait erroné d'envisager la stratégie russe en

---

<sup>82</sup> Stratégie pour la Russie],. 1992. *Nezavisimaya gazeta*, 19 août.

<sup>83</sup> Rossiyskaya voyennaya doctrina [Doctrin militaire russe], disponible en ligne dans le site officiel du Conseil de sécurité de Fédération de Russie <http://www.scrf.gov.ru/>, page consultée le 11 novembre 2001.

<sup>84</sup> Jolicœur, Pierre. 2000. *Les relations intrarégionales au Caucase : Déterminants et dynamique*. Note de recherche no 13 (février) CÉPES, p. 38-39.

<sup>85</sup> Allison, Roy. 1999. « The Military and Political Security Landscape in Russia and the South ». In *Russia, the Caucasus, and Central Asia*, sous la dir. de Menon, Rajan, Yuri Fedorov et Ghia Nodia. New York : EastWest Institute, p. 61-86.

*Ekaterina Piskunova*

Géorgie sans tenir compte de la complexité de relations de sécurité dans toute la région caucasienne.

La création de la Communauté des États Indépendants avec les forces armées intégrées était censée répondre aux besoins stratégiques vitaux mentionnés ci-haut. Le Traité de la sécurité collective signé à Tachkent le 15.05.1992 par la Russie, l'Arménie et les États de l'Asie centrale à part le Turkménistan devrait devenir l'élément clé de ce système de sécurité. Le refus de la Géorgie de signer l'entente et son orientation de plus en plus prononcée vers l'Occident allait à l'encontre des deux objectifs stratégiques primordiaux du Kremlin, qui cherchait des leviers d'influence pour incliner la république rebelle à adhérer à la CÉI. L'intervention au conflit sur le territoire géorgien a permis de les obtenir. En effet, la Géorgie a signé le Traité de sécurité en 1994 et a consenti à maintenir les bases militaires russes sur le terrain en échange contre l'aide militaire russe et la promesse de la Russie de protéger l'intégrité territoriale géorgienne.

Depuis 1998, il existe une rivalité pour l'influence en Transcaucasie entre les États-Unis et la Russie. Perçue par le Kremlin comme jeu à somme nulle avec Washington, la situation en Géorgie incite toujours les autorités russes à maintenir la présence militaire sur le territoire géorgien. Une fois les troupes russes retirées, le vide serait bientôt rempli par la présence occidentale tant désirée par les autorités géorgiennes. Pour la Russie, permettre une percée américaine en Géorgie signifie d'une part perdre en partie la protection de son flanc sud contre la Turquie et, d'autre part, déstabiliser la situation interne. La présence des forces russes de maintien de la paix renforce la position de Moscou dans cette partie. Cependant, il y a lieu de remarquer que l'efficacité des bases militaires en Géorgie est souvent remise en question : l'équipement vieilli et non-renouvelé depuis les années soviétiques et l'environnement plutôt hostile ne contribuent pas

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

pour autant au renforcement de la sécurité de la Russie. Les bases ont une valeur plutôt symbolique de signe de présence russe sur le territoire soviétique, mais c'est surtout la volonté de ne pas laisser les Américains occuper la place qui expliquerait l'entêtement du Kremlin de garder les bases le plus longtemps possible.

L'approche analytique qui considère la région comme complexe de sécurité est bien applicable à la Transcaucasie.<sup>86</sup> La définition déjà mentionnée de Barry Buzan considère la région en termes de sécurité met en évidence l'importance de la proximité géographique tandis que l'histoire confirme l'existence des liens ethniques, culturels, stratégiques et économiques qui lient les nations caucasiennes. Le démantèlement de l'Union soviétique a mis fin à l'existence et à la perception de tout son territoire comme un grand complexe de sécurité. En même temps, il a mis en évidence le système de relations complexes et denses entre les pays caucasiens. Cornell a raison de dire « What came to crystallize the Caucasus as a security complex again was the dissolution of the Soviet Union. »<sup>87</sup> L'ensemble de causes inhérentes (la multitude d'ethnies et de cultures, l'histoire compliquée, etc.)<sup>88</sup> implique que la Transcaucasie doit être considéré comme un complexe de sécurité. Ceci signifie qu'un conflit dans une partie de cette région est susceptible de se propager facilement ou de provoquer un conflit dans une autre partie. Même si des frontières formelles existent entre les États caucasiens et la Russie, elles ne constituent pas un obstacle considérable pour empêcher la propagation de l'instabilité. L'intérêt vital de la Russie est de contrôler la situation au Caucase.

---

<sup>86</sup>Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond : Bookcraft, p. 345.

<sup>87</sup> Cornell (2001), p. 24.

<sup>88</sup> Allison (1999), p. 31.

*Ekaterina Piskunova*

*Infrastructure militaire*

Les intérêts en domaine de sécurité militaire ont toujours dominé l'approche russe (et soviétique) à la politique par rapport au Caucase et, notamment, à la Géorgie. L'infrastructure militaire sur le territoire géorgien se composait en 1992 des éléments suivants : les bases militaires<sup>89</sup> situées sur le territoire de la Géorgie - à Batoumi (Adjarie), à Akhalkalaki, à Goudaouta (Abkhazie), à Vaziani.<sup>90</sup> En juin 1992, le nombre de militaires sur le terrain se chiffrait à 20 000 personnes (4<sup>ième</sup> et 7<sup>ième</sup> armées ex-soviétiques). En janvier 1993, <sup>91</sup> il a passé à 15 000. En 2001, les effectifs militaires russes comptaient 10 000 personnes<sup>92</sup> (y compris les forces de maintien de la paix).<sup>93</sup>

L'autre élément important de l'infrastructure militaire russe sont des voies de transportation. Sur le territoire géorgien sont situés l'autoroute transcaucasienne Vladikavkaz - Tbilissi qui traverse la crête principale caucasienne, la route Voyenno-Ossetinskaya ainsi que la seule voie ferrée qui relie Moscou et Erevan (l'Arménie est l'allié traditionnel de la Russie).

L'accès de la Géorgie à la mer Noire est un autre aspect de sa position géopolitique, importante pour l'infrastructure militaire russe. L'indépendance de l'Ukraine a limité de façon spectaculaire le littoral russe de cette mer. Si Moscou contrôlait la mer Noire de la frontière bulgare-turque jusqu'à la frontière géorgieno-turque, autrement dit, ses côtes occidentales,

---

<sup>89</sup><http://kavkaz.memo.ru/printnews/news/id/543694.html>, page consultée le 11 juillet 2001.

<sup>90</sup>Les deux dernières sont fermées depuis 2001 et celles qui restent sont en train d'être évacuées selon la décision du sommet de l'OSCE à Istanbul.

<sup>91</sup>*Le Caucase des indépendances : La nouvelle donne*. 1993. La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, no 718, p. 56.

<sup>92</sup>Gadzhiyev, Kamaludin. 2003. *Геополитика Кавказа*. [Géopolitique du Caucase]. Moscou : Mejdounarodnye otnocheniya, p. 83.

<sup>93</sup>Comme mentionné ci-haut, l'entente sur le retrait définitif des bases a été signée en mars 2006.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

septentrionales et orientales en 1989, cet accès s'est diminué jusqu'aux modestes 300 km de la mer d'Azov jusqu'à la frontière géorgienne après deux ans. Ceci a créé pour la Russie la nécessité de maintenir le contrôle sur le littoral géorgien<sup>94</sup>.

#### *Adversaires potentiels*

Le pays considéré comme premier adversaire régional est la Turquie<sup>95</sup>.

The Turkish challenge is viewed as particularly serious because of the support perceived to lie behind Ankara. Russian commentary frequently portrays Turkey as a spearhead of Western and NATO strategic influence, pointing to joint U.S. - Turkish naval exercises in the Black Sea as well as Turkish involvement in PFP exercises in the Black Sea.<sup>96</sup>

R. Allison a raison de mentionner que cette perception de la Turquie comme adversaire principale s'est exprimé ouvertement au niveau international lors des efforts de la Turquie d'intervenir au conflit de Karabakh qui était le premier à exploser dans la région.<sup>97</sup> Les autorités russes ont prévenu la Turquie que toute tentative d'ingérence au conflit serait considérée comme une menace à la sécurité de la Russie et ne serait pas tolérée.

Après 1991, les vieilles menaces de la part de la Turquie restent, et des nouvelles surgissent. Les considérations intérieures entrent en jeu. Des changements profonds entraînés par le démantèlement de l'Union soviétique représentent un danger

---

<sup>94</sup> Cornell (2001), p. 345.

<sup>95</sup>À ce sujet, voir Zagorsky, Andrei. 1999. « Traditional Russian Security Interests in the Caucasus and Central Asia : Perceptions and Realities ». In *Russia, the Caucasus, and Central Asia*, sous la dir. de Menon, Rajan, Yuri Fedorov et Ghia Nodia, p. 61-86. New York : EastWest Institute.

<sup>96</sup>Allison (1999), p. 35-36.

<sup>97</sup> *Ibid.*

*Ekaterina Piskunova*

d'instabilité prolongée aux frontières méridionales de la Russie, qui vient de l'intérieur. L'importance du complexe de sécurité régional déjà mentionné est surtout évidente après l'entrée de la Russie en guerre avec la Tchétchénie. La percée nationaliste tchéchène pourrait facilement créer l'effet domino. Cette guerre menace la stabilité de la Russie en tant qu'entité politique (les régions les plus vulnérables sont Stavropol, Rostov, Krasnodar). Le danger est exacerbé par le transfert d'armes illicite<sup>98</sup> et la pénétration des groupes armés sur le territoire de la Russie.

La Géorgie a la frontière commune de 80 km avec la Tchétchénie. Pendant la première guerre tchéchène, les Géorgiens, qui se souvenaient bien de la participation tchéchène à leur propre guerre du côté abkhaze, contribuaient à la protection de cette frontière de concert avec les forces russes. Cependant, les Géorgiens considèrent la longue stagnation des négociations avec l'Abkhazie comme une absence de volonté de la part de la Russie de faire incliner l'Abkhazie à accepter des conditions géorgiennes. Guidée par la volonté de trouver leurs propres leviers d'influence sur Moscou, Tbilissi entreprend un tournant majeur de la politique envers la Tchétchénie. En 1997, les autorités géorgiennes ordonnent aux gardes-frontière russes de quitter les lieux dans le but d'exercer une pression sur le gouvernement russe. (La Russie répond par la mise en vigueur du régime de visas en 1999.) Depuis 1997, la Géorgie appuie tacitement les séparatistes tchéchènes, et la gorge de Pankissi a abrité leur camp jusqu'à l'opération anti-terroriste de 2002.<sup>99</sup>

---

<sup>98</sup>Voir Anthony, Ian (dir. publ.). 1998. *Russia and the Arms Trade*. Oxford : SIPRI, Oxford University Press.

<sup>99</sup>La gorge de Pankissi se trouve au nord de la Géorgie sur la frontière avec la Russie qui passe par la Tchétchénie. Sa population se compose de Tchétchènes ethniques qui vivaient en Géorgie depuis plusieurs années. Depuis le début de la guerre tchéchène, la population de la gorge a plus que doublé à cause des réfugiés. Les combattants tchéchènes (boeviki) utilisaient cet endroit comme

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Le défi posé par le séparatisme tchéchène a affecté le rôle des forces russes en Géorgie : leur contribution à la défense du flanc méridional contre les menaces venues du Caucase du Nord devient plus importante que leur rôle traditionnel de protection contre la Turquie. Ainsi, les nouvelles menaces à la sécurité russe impliquent également la présence militaire de la Russie sur le territoire de la Géorgie.

#### *Alliances*

L'effort le plus sérieux de la part de la Russie de développer une alliance formelle sur l'espace post-soviétique par le cadre de la CÉI s'effectue tout le long de la période étudiée. Comme déjà mentionné, la Géorgie a refusé d'abord de signer le Traité de sécurité collective. Par contre, la situation désastreuse sur le terrain a forcé le gouvernement géorgien à appeler à l'aide russe en la payant par l'adhésion à la CÉI en 1994. Malheureusement pour la Russie, le Traité de sécurité collective qui est censé être une base de l'intégration militaire multilatérale entre les États membres ne fonctionne pas comme telle. Les pays membres adoptent des plans de développement de l'infrastructure militaire commune, mais tardent les mettre en oeuvre, exception faite probablement pour une certaine coordination des systèmes de défense aérienne et de protection de frontières<sup>100</sup>. Ceci s'explique par un manque d'engagement de la part des États membres, motivé probablement par leur volonté de chercher des alliés autres que la Russie.

L'influence de la Russie est défiée non seulement au niveau régional. L'engagement direct des États-Unis en Géorgie, qui était très modeste au départ et se traduisait par des déclarations

---

camp de repos avant les opérations anti-terroristes en 2002. Voir : <http://www.temadnya.ru/spravka/12sep2002/1648.html>, page consultée le 11 juillet 2006.

<sup>100</sup>Allison (2000), p. 40.

*Ekaterina Piskunova*

en faveur de l'intégrité territoriale de la Géorgie, devient de plus en plus tangible. La modération initiale des États-Unis pourrait probablement être expliquée par les appréhensions américaines de provoquer la Russie ou encore de porter atteinte au développement des réformes démocratiques russes. La défaite militaire et l'absence de l'assistance occidentale ont forcé les autorités géorgiennes à se tourner vers l'aide controversée de la Russie. (En 1993, quand Chevardnadze demandait à l'OTAN de l'assistance pour le règlement du conflit abkhaze<sup>101</sup>, le président Clinton affirmait l'appui total du gouvernement de Chevardnadze et ne promettait que plus d'assistance humanitaire<sup>102</sup>). La situation a changé depuis. Déçues par la stagnation des négociations sur le statut de l'Abkhazie, les autorités géorgiennes cherchent à obtenir un allié puissant pour renforcer leur position, et l'aide aspirée leur est accordée. En 1998, elles signent un accord bilatéral avec les États-Unis, qui prévoit l'assistance américaine au domaine de la défense aérienne et navale ainsi que des manœuvres militaires conjoints. Ceci a incité les préoccupations des autorités russes qui se sont aggravées après la visite du vaisseau amiral de la 6<sup>ème</sup> flotte américaine au port géorgien Poti en septembre 1998 et les manœuvres conjoints dans la mer Noire Sea-Breeze-97.<sup>103</sup>

L'OTAN commence à accorder une attention considérable à la Géorgie en évaluant sa position pro-occidentale comme stable à juste titre. Les fonctionnaires de l'OTAN (comme, par exemple, le secrétaire général Javier Solana en 1997) visitent la Géorgie; et leurs déclarations ainsi que celles des leaders américains expriment l'intention d'appuyer la Géorgie dans la

---

<sup>101</sup>Coppieters, Bruno. 1998. « Georgia in Europe: The Idea of Periphery in International Relations. » In *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia* sous la dir. de Coppieters, Bruno, Alexei Zverev et Dmitri Trenin. Portland : Frank Cass, p. 44-68.

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> Allison, p. 39.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

restructuration et la modernisation de son système de sécurité. Les opérations de l'OTAN au Kosovo ont été considérées par la Géorgie comme une possibilité de montrer sa solidarité avec l'alliance et, probablement, comme un défi à l'égard de la Russie, dont la position au sujet de Kosovo était pour le moins mitigée. Même si sa participation a été symbolique (34 militaires opérant au sein du bataillon turc à l'intérieur de la zone de responsabilité allemande<sup>104</sup>), elle témoigne de l'engagement profondément occidental du pays. Le programme *Train and Equip* (débuté en 2002) qui prévoit la formation des troupes d'élite géorgiennes par les instructeurs militaires américains, marque une nette accélération du rapprochement entre la Géorgie et les États-Unis.<sup>105</sup> En octobre 2002 est ouverte l'Académie militaire géorgienne qui envisage la formation des officiers géorgiens en conformité avec les normes de l'OTAN. Finalement au sommet de l'OTAN à Prague, le président géorgien de l'époque Chevardnadzé a soumis la demande officielle que son pays soit considéré comme aspirant d'adhésion à l'OTAN qui est, selon lui, le seul organisme capable d'assurer la sécurité et les perspectives de développement de la Géorgie<sup>106</sup>. Cette tendance se renforce depuis novembre 2003, quand le jeune diplômé de Harvard Mikhaïl Saakachvili arrive au pouvoir au pays.<sup>107</sup>

Depuis le 11 septembre 2001, la Transcaucasie, et notamment la Géorgie, est considérée par les autorités américaines non seulement en tant qu'acteur important dans les échanges

---

<sup>104</sup>[http://www.cpirs.org.ge/Archive/AS\\_12\\_99.pdf](http://www.cpirs.org.ge/Archive/AS_12_99.pdf), page consultée le 29 juillet 2004.

<sup>105</sup>Radvanyi, Jean (dir. publ.). 2003. *Les États postsoviétiques*. Paris : Armand Colin, p. 136-147.

<sup>106</sup><http://www.nato.int/docu/update/2003/05-may/f0514a.htm>, page consultée le 29 juillet 2004.

<sup>107</sup>Le déroulement de la situation après la révolution de roses sera étudié plus en détail dans la section 5.

*Ekaterina Piskunova*

pétroliers<sup>108</sup>, mais aussi comme un « balcon » privilégié sur deux États de « l'axe du mal » : l'Iran et l'Irak.<sup>109</sup> Dès le lendemain du 11 septembre, Tbilissi s'est empressé d'offrir à Washington sa seule « richesse » : l'ouverture de son espace aérien à l'aviation de combat américaine. En 2003, la Géorgie a également signé le traité de coopération au domaine de défense avec les États-Unis qui donne des droits exclusifs aux militaires américains (entrée sans visa ni passeport et octroi des mêmes privilèges qu'aux diplomates).

The Georgian leadership is clearly hoping that it will win reciprocal gestures of support from Washington. Speaking in his weekly radio interview, Shevardnadze recently expressed the hope that once America was through with Iraq, it would step up its effort to settle the smoldering conflict in Abkhazia.<sup>110</sup>

Le 10 octobre 1997 à Strasbourg a été créé l'organisme GUAM<sup>111</sup> (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie). Officiellement, c'est une structure de consultation informelle pour la coordination des activités liées au pétrole caspien ainsi que pour assistance et consultations en ce qui concerne le règlement des conflits en Abkhazie, au Karabakh et en Transnistrie. En février 1999, les ministres de défense des pays membres ont décidé de créer une unité militaire conjointe de maintien de la paix dont la tâche principale serait d'assurer la sécurité de la transportation du pétrole.<sup>112</sup> Pour l'instant, la composante militaire des activités de

---

<sup>108</sup> Encel, Frédéric et Olivier Guez. 2003. *La grande alliance : de la Tchétchénie à l'Irak : un nouvel ordre mondial*. Paris : Flammarion, p. 217-235.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> <http://www.isn.ethz.ch/infoservice/secwatch/index.cfm?service=cwn&parent=detail&menu=8&sNewsID=6208>, page consultée le 29 juillet 2004.

<sup>111</sup> [http://www.guam.org.ua/cgi-bin/valmenu\\_guam.sh?0p02.html](http://www.guam.org.ua/cgi-bin/valmenu_guam.sh?0p02.html), page consultée le 29 juillet 2005.

<sup>112</sup> [http://www.russia-today.ru/archive/no\\_19/19\\_geopolitics\\_1.htm](http://www.russia-today.ru/archive/no_19/19_geopolitics_1.htm), page consultée le 11 juillet 2004.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

cet organisme reste peu prononcée, mais son potentiel est imposant, et les pays du GUUAM (l'Ouzbékistan a rejoint la structure en avril 1999) adoptent une orientation pro-occidentale et participent activement dans le programme *Partnership for Peace* de l'OTAN. Les États-Unis approuvent vivement la création de GUUAM, et expriment leur volonté de l'appuyer matériellement tout en poursuivant leur stratégie du pluralisme géopolitique, dont l'idée a été proposée par Brzezinski dans son fameux article « *Premature Partnership* »<sup>113</sup>. Cependant, les résultats concrets des activités de GUUAM se font attendre en demeurant au niveau des déclarations. Même soutenu par l'Occident, il reste incapable de contrecarrer l'influence russe.

Après avoir étudié les aspects militaires des motivations pour l'intervention russe prolongée en Géorgie, il est possible de constater qu'ils ont joué un rôle important. La position géographique de la Géorgie qui est le mieux caractérisée par le mot « carrefour », son importance pour la protection du flanc méridional de la Russie, l'existence des bases militaires ex-soviétiques, y compris des bases navales, - tout a contribué à motiver la Russie de s'engager dans le conflit. La nouvelle menace à la sécurité venant de l'intérieur des frontières russes provoquée par le séparatisme tchéchène n'a fait que renforcer la volonté de Moscou de sauvegarder ses leviers d'influence. Au niveau systémique, la rivalité entre la Russie et les États-Unis, perçue par la Russie comme jeu à somme nulle, a instigué son intention de prolonger tant que possible sa présence militaire en Géorgie.

---

<sup>113</sup>Brzezinsky, Zbigniew. 1994. « *Premature Partnership* ». *Foreign Affairs*, vol. 73, no 2, p. 67-82.

*Ekaterina Piskunova*

**b.      *Domaine économique***

*L'enjeu*

Au début des hostilités en 1992, les considérations économiques n'étaient pas évidentes. En effet, la Géorgie possède très peu de ressources naturelles qui pourraient être considérées comme un incitatif pour l'intervention. Cependant, ce n'est pas par hasard que journalistes, politiciens et même chercheurs évoquent souvent l'expression *Grand Game* quand ils parlent de la région de la Transcaucasie dont la Géorgie fait partie. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, cette expression s'employait pour désigner la confrontation des intérêts britanniques et russes pour le pétrole azéri et asiatique. Aujourd'hui, la confrontation est toujours présente, même si les mises et les joueurs ont partiellement changé.

L'enjeu économique principal du Grand Jeu en Transcaucasie est le pétrole caspien et les voies de son acheminement. On spéculait beaucoup sur les réserves de pétrole dans la mer Caspienne. L'évaluation des ressources varie très largement : entre 4 milliards et 30 milliards de tonnes<sup>114</sup>. Pour l'instant selon les résultats du forage de recherche sous-marine, on aurait découvert 48 gisements de pétrole et de gaz qui abritent les ressources prouvées de 3,4 - 4,0 milliards de tonnes, ce qui n'est pas énorme. Une chose est toutefois claire : la mer Caspienne possède des ressources pétrolières qui sont moindres que celles du Proche-Orient, mais qui sont capables de diversifier les sources d'approvisionnement pour l'Occident et surtout pour les États-Unis. De plus, le pétrole caspien a des avantages indéniables : il est de bonne qualité et, pour la plupart, est destiné pour l'exportation, compte tenu de la faible

---

<sup>114</sup> Selon les données du sommet de 2002 « Caspienne XXI : de la politique vers le monde d'affaires », [www.politcom.ru](http://www.politcom.ru), page consultée le 11 avril 2003.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

consommation intérieure<sup>115</sup>. Le fait que les pays de la région manquent de capital technologique pour procéder seuls au développement de ces gisements offre aux grandes pétrolières transnationales une bonne possibilité d'investissement. Cependant, les ressources de la mer Caspienne sont difficiles à vendre et surtout à acheminer, car le bassin caspien est unique parme les autres régions mondiales de production de pétrole à cause de ce qu'il n'a pas d'accès à la mer. Le choix des options d'acheminement, des partenaires et des clients devient un levier stratégique fort.

Force est de constater que les projets de transportation discutés ci-dessous reflètent l'opposition géopolitique des axes est-ouest versus nord-sud. La Géorgie, qui est située au centre géographique de la région, se trouve sur le croisement de ces axes. Ceci explique l'engagement des deux côtés - occidental et russe. Cependant, il est à mentionner que pour la Russie, les intérêts en Transcaucasie et notamment en Géorgie sont beaucoup plus importants que pour l'Occident pour les raisons de proximité géographique, d'infrastructure déjà en place et des liens économiques existants.

#### *La position américaine*

Comme l'a écrit Cornell :

While the State Department was busy dealing with Yeltsin and had various US and international bodies distribute credits to Russia ..., the private sector had discovered the Caspian oil resources. The importance of the Caspian and the Caucasus was discovered in Houston, not in Washington.<sup>116</sup>

---

<sup>115</sup>Le développement industriel des pays transcaucasiens est faible : en Azerbaïdjan la production industrielle représente 27,6 pour cent du PIB; en Géorgie, 12,5 pour cent. (Radvaniy, *op. cit.*).

<sup>116</sup>Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond : Bookcraft, p. 352.

*Ekaterina Piskunova*

En 1999, le Congrès américain a adopté *Silk Road Strategy Act*<sup>117</sup> qui prévoit l'organisation du transport des hydrocarbures via la Turquie et en contournant la Russie. L'oléoduc Bakou-Ceyhan qui passe par le territoire géorgien jusqu'à la mer Noire fait partie de cette stratégie. La longueur de l'oléoduc se chiffre à 1 767 km, dont 248 en Géorgie, sa capacité constitue 50 millions tonnes de pétrole par année<sup>118</sup>. Contesté par les experts pour son coût élevé (2,9 milliards de dollars) et sa réalisation difficile, ce projet est favorisé par l'administration américaine parce qu'il contourne la Russie et l'Iran, tout en renforçant le rôle de la Turquie dans la région.

Le gouvernement américain appuyait et appuie le projet à toutes les étapes. Au début, malgré le fait que les États-Unis ne peuvent pas d'après leur loi aider financièrement une entreprise privée, ils ont trouvé le moyen de fournir, par Trade Development Agency, (TDA) 843 000 \$ pour une étude de faisabilité de l'oléoduc confiée au gouvernement turc. Ensuite vu l'ampleur des investissements nécessaires, ils ont contribué à ce qu'un prêt garanti de 500 millions de dollars octroyé par US Overseas Private Investment Corporation et US Export-Import Bank soit accordé au BP-AMOCO pour favoriser sa participation au projet.

Le domaine économique rejoint le domaine militaire : Washington prévoit la sécurisation directe de la zone de l'oléoduc :

Sous couvert d'aider Géorgiens et, *in fine*, Russes à combattre des territoires islamistes tchéchènes, le Pentagone établit une première tête de pont politico-militaire : un si modeste contingent implique que l'armée russe hésitera avant de

---

<sup>117</sup><http://www.eurasianet.org/resource/regional/silkroad.html>, page consultée le 11 juillet 2004.

<sup>118</sup><http://www.gazeta.kz/art.asp?aid=37290>, page consultée le 1 août 2004.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

pratiquer les offensives ou des représailles sur le sol géorgien puisqu'elles comporteraient des risques de toucher des soldats américains. D'autre part, la présence de ces instructeurs nécessite du matériel lourd, de la logistique et quelques infrastructures d'accueil, lesquelles pourraient se transformer, en cas de renfort demandé par Tbilissi, en bases permanentes.<sup>119</sup>

#### *Europe*

Pour promouvoir le désenclavement du Caucase, l'Europe met en oeuvre le projet TRACECA : **T**ransport **C**orridor **E**urope **C**aucasus **A**sia : un ensemble de routes susceptibles d'ouvrir le Caucase du Sud d'est en ouest en reliant Bakou à Tbilissi et à Poti, port géorgien sur la mer Noire. Les objectifs déclarés de ce projet se lisent comme suit : améliorer l'accès aux marchés européen et mondial pour des pays membres tout en appuyant leur indépendance et développement économique; contribuer à la coopération régionale; attirer des investissements étrangers. (Présentement, 39 projets d'assistance technique de valeur de 57 405 000 EURO ainsi que 14 projets d'investissement axés sur la réhabilitation technique totalisant 52 300 000 € sont financés dans le cadre du TRACECA)<sup>120</sup>. Axé à créer une concurrence pour la Russie au chapitre de transport transcontinental, TRACECA est censé priver la Russie de son rôle du carrefour eurasiatique de transportation. Il doit s'étendre de la Chine via le Kazakhstan, la Kirghizie, l'Ouzbékistan, la Turkménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et ensuite aller jusqu'en Europe en répétant ainsi un des itinéraires de la Grande route de soie. La décision de le construire a été prise en 1993 par l'Union Européenne et les huit pays de l'Asie. Son financement est assuré par la Banque européenne de reconstruction et développement. Il est à noter qu'au chapitre de ce projet, la politique occidentale dépasse les enjeux pétroliers et adopte une

---

<sup>119</sup> Encel et Guez (2003), p. 233.

<sup>120</sup> <http://www.bs-petra.org/6/>, page consultée le 11 juillet 2004.

*Ekaterina Piskunova*

vision large d'un nouveau système de communication qui encouragerait la coopération régionale.

La Russie, qui considère toujours les projets économiques occidentaux qui l'excluent comme un jeu à somme nulle, prépare la réponse symétrique : le 16 mai 2002 est institué le couloir Nord-Sud, (Iran, Inde, Russie) qui passera de la Russie via la mer Caspienne vers le Moyen Orient et l'Iran pour en venir en Inde. Le projet prévoit l'utilisation du transport ferré et maritime et est censé transporter 15-20 millions de tonnes de marchandises par année. La transportation des charges par cette voie serait moins chère qu'à travers le canal de Suez.

*c. Domaine démographique*

Les considérations d'ordre démographique ne semblent pas jouer un rôle décisif dans les motivations pour l'intervention. Il n'y pas de pression démographique sur les frontières entre la Russie et la Géorgie; et les flux de réfugiés se sont dirigés plutôt à l'intérieur de la Géorgie que vers la Russie, leur impact donc n'était pas très fort. Certaines considérations démographiques liées à la présence des communautés russes sur le territoire de la Géorgie existaient : les conditions de vie des Russes dans les républiques ex-soviétiques étaient une source de préoccupation pour le Kremlin. Cependant, elles servaient plutôt de justification de la politique d'intervention. Toutefois, si on étudie la situation au niveau individuel ou au niveau de groupe, on verra que le facteur démographique a joué son rôle dans l'intervention.

Selon les données statistiques du recensement de 1989 à la veille du démantèlement de l'Union soviétique, il y avait 341 000 Russes en Géorgie, soit 6,3 % de population<sup>121</sup>. La chute de

---

<sup>121</sup>Zviaguelskaya, Irina, et Vitaly Naumkin. 1999. « Non-Traditional Threats, Challenges, and Risks in the Former Soviet South ». In *Russia, the Caucasus, and*

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

L'Union soviétique a entraîné des changements cruciaux de leur statut. Si à l'époque soviétique, leur position était assurée par leur rôle important dans les domaines de l'administration publique et de la production industrielle, l'indépendance de la république, accompagnée par le processus de quête identitaire et les déclarations des leaders nationaux qui appelaient aux valeurs nationales traditionnelles, avait tendance d'isoler la population russe. Le président de la nouvelle Géorgie Gamsakhourdia a lancé un programme de « géorgianisation » et a encouragé les médias à mener une campagne d'intimidation contre les allogènes.<sup>122</sup> Des communautés anciennement établies, et surtout la communauté russe qui portait l'étiquette d'ethnie impériale, se sont vues menacées par une législation électorale et civile discriminatoire.

As the Russian language had gained an incomparably stronger status in the autonomous areas when compared to Georgia proper - a considerable number of ... Abkhaz actually declared Russian to be their first language - thus further strengthening Georgian suspicions of Russia's hand behind every minority act. Furthermore, Georgians saw the minorities as either 'immigrants or 'guests' on Georgian territory.<sup>123</sup>

Le renforcement des intentions anti-russes est devenu une source d'insécurité pour les Russes ; et le destin de la diaspora russe en Transcaucasie et, notamment en Géorgie, a commencé à préoccuper le gouvernement de la Russie.

Les hostilités ouvertes ont grièvement menacé la vie des Russes en Géorgie et surtout sur le territoire de l'Abkhazie. Si avant le

---

*Central Asia*, sous la dir. de Menon, Rajan, Yuri Fedorov et Ghia Nodia, p. 226-248. New York : EastWest Institute.

<sup>122</sup>*Le Caucase des indépendances : La nouvelle donne*. 1993. La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, no 718, p. 27.

<sup>123</sup>Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond : Bookcraft, p. 163.

*Ekaterina Piskunova*

déclenchement du conflit, leur situation était précaire, la guerre civile les exposait à des risques mortels. Deux semaines après le début des hostilités, les dirigeants des régions administratives du sud de la Russie se sont adressés officiellement au président de la Russie en exprimant leur préoccupation à l'égard de la situation en Abkhazie et en reprochant au pouvoir russe l'absence de l'engagement en faveur des communautés russes vivant en Abkhazie<sup>124</sup>.

Au début de la période envisagée, les orientations politiques de Moscou à l'égard des minorités russes qui vivaient à l'extérieur du territoire russe étaient plutôt vagues. (Ci-dessous, nous en reparlerons.) L'on n'entendait que des déclarations générales concernant la protection des droits de la personne au monde entier. Les choses tournent autrement depuis la fin 1992. Certains experts occidentaux croient que le catalyseur de ce changement était la destruction de l'hélicoptère qui évacuait les enfants et les femmes russes de la ville assiégée de Tkvaltcheli, où vivait une importante communauté russe, par les troupes géorgiennes<sup>125</sup>.

Le Kremlin commence à considérer la protection des minorités russes à l'étranger comme un des devoirs stratégiques de la Russie. Le ministre des Affaires Étrangères Kozyrev déclare :

The use of force under certain circumstances could not be ruled out. [...] wide range of options to defend compatriots living abroad, beginning from expression of slight dissatisfaction by an anonymous representative of the Russian Foreign Ministry and ending with sanctions of a political

---

<sup>124</sup>[http://psou.narod.ru/history/wb/wb\\_01.html](http://psou.narod.ru/history/wb/wb_01.html), page consultée le 11 juillet 2004.

<sup>125</sup>*Le Caucase des indépendances : La nouvelle donne*. 1993. La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, no 718, p. 51.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

economic nature, [...] even the use of a direct armed force in some cases.<sup>126</sup>

Cependant, même si l'on accepte la légitimité de la volonté de protéger ses concitoyens, il paraît que les considérations démographiques dans le cadre de l'intervention russe n'ont pas joué un rôle majeur. Les déclarations des dirigeants russes pendant et après les hostilités servaient surtout de justification de la présence russe sur le terrain.

L'influence du facteur démographique se manifeste plutôt au niveau individuel ou au niveau des groupes locaux. En effet, la diaspora abkhaze (minimale) et les représentants d'autres ethnies qui se sentaient apparentés aux Abkhazes sont venus appuyer la partie abkhaze comme volontaires. La décision d'intervenir de côté abkhaze n'a jamais été prise formellement.

### *d. Domaine idéologique/grande stratégie*

Le démantèlement de l'Union soviétique et l'effondrement des idées communistes a laissé un grand vide idéologique pour la nouvelle Russie. Il paraît que ce vide a stimulé la réflexion géopolitique<sup>127</sup>, bannie depuis longtemps pour des raisons déjà évoquées. Cinq écoles de pensée géopolitique, occidentaliste, expansionniste, civilisationnelle, stabilisatrice et géoéconomique<sup>128</sup> ont apparu pour élaborer des objectifs géopolitiques russes et inspirer les hommes d'État. La

---

<sup>126</sup>Birgerson, Susanne. 2002. *After the Breakup of a Multi-Ethnic Empire*. Westport : Praeger Publishers, p. 71.

<sup>127</sup>Voir Kerr, David. 1995. « The New Eurasianism : The Rise of Geopolitics in Russia's Foreign Policy ». *Europe-Asia Studies*, vol. 47, no 6, p. 977-988; Tsygankov, Andrey. 1998. « Hard-Line Eurasianism and Russia's Contending Geopolitical Perspectives ». *East European Quarterly*, vol. 32, no 3 (Fall). p. 315-334.

<sup>128</sup>Tsygankov, Andrey. 2003. « Mastering space in Eurasia: Russia's geopolitical thinking after the Soviet break-up ». *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 36, p. 101-127.

*Ekaterina Piskunova*

dynamique de leur mise en oeuvre et de leur influence respective sur la politique de la Fédération de Russie reflète l'image du pouvoir à tous les niveaux : individuel, lorsqu'il s'agit des décideurs; interne, lorsqu'il s'agit du conflit des branches de pouvoir après le démantèlement de l'Union soviétique; global, lorsqu'il s'agit de la compétition entre les grandes puissances pour l'influence en Eurasie. Ci-dessous sont exposées les idées qui définissent les cinq écoles de pensée et est analysée la dynamique de leur influence pendant la période étudiée.

*Les occidentalistes*

Selon eux, le seul moyen de répondre aux défis de toute sorte pour la Russie est de s'intégrer aux institutions occidentales et d'œuvrer de concert avec l'Occident. Avec le mot d'ordre « il n'y a pas de sécurité sans l'Occident », des personnalités telles que Yegor Gaïdar<sup>129</sup> et Andrey Kozyrev appliquaient une politique du retrait stratégique de l'espace post-soviétique. Ces idées sont largement appuyées par les partis libéraux de la Russie et le secteur privé. Le livre qui exprime le mieux la doctrine occidentaliste est *The End of Eurasia*<sup>130</sup> de Dmitry Trenin. Le titre est déjà révélateur :

The only rational option is to fully stress Russia's European identity and engineer its gradual integration into a Greater Europe...A failure to integrate would spell Russia's marginalization and possibly its disintegration. There is no longer an option of withdrawing into Eurasia.<sup>131</sup>

---

<sup>129</sup>Ministre d'Économie et de Finances du gouvernement (1991-1992), premier vice-premier (1992, 1993-1994), chef du parti Choix démocratique de la Russie (1994-2001).

<sup>130</sup> Trenin, Dmitry. 2001. *The End of Eurasia: Russia on the border between Geopolitics and Globalization*. Moscow : Moscow Carnegie Center.

<sup>131</sup> Trenin (2001), p. 319.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Pour Trenin, la langue reste l'unique aspect de la présence russe dans son étranger proche. Il croit que la seule politique raisonnable à l'égard de l'espace post-soviétique est ce qu'il appelle « creative adjustment » par rapport à la présence déjà implantée de l'Occident sur ce territoire. À son avis, les États-Unis y ont déjà remplacé la Russie en tant que « ultimate referee, protector and donor. »<sup>132</sup>

Le livre a paru après le début de l'engagement russe en Géorgie. Toutefois, il reflète bien les orientations de l'élite libérale du début des années 90. La recommandation principale que Trenin donne au sujet de la Géorgie se lit comme suit :

Eventually, Moscow must realize that the unresolved Abkhazian conflict is not only undermining its credibility as a mediator between Tbilisi and Sukhumi, but encourages separatism in the North Caucasus and further spoils the relationship between Georgia and Russia.<sup>133</sup>

Pour cette lecture, la seule solution aux défis géopolitiques complexes de la Russie est de rejeter « the much-overused notion of great power » et « any sign of imperial role beyond its borders »<sup>134</sup>.

#### *Les géoéconomistes*

Ils adoptent l'idée d'eurasianisme<sup>135</sup> et postulent que la Russie en tant que grande puissance pourrait devenir un des pôles du monde multipolaire à condition de faire valoir sa position unique entre le Nord et le Sud ainsi qu'entre l'Occident et le monde asiatique. Elle pourrait devenir « un pont de communication » qui lierait les périphéries méridionales,

---

<sup>132</sup> Trenin (2001), p. 335.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 211.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 318.

<sup>135</sup> L'eurasianisme met en évidence la singularité géopolitique et culturelle de la Russie et sa différence du monde occidental et asiatique.

*Ekaterina Piskunova*

occidentales et orientales de l'Eurasie par le biais du développement des voies de communication (terrestres, aériennes et électroniques) qui traversent le territoire de l'espace post-soviétique. L'utilisation de ces nouvelles routes serait avantageuse pour tous les participants, et pour l'Eurasie en tant qu'entité, ouverte et stable politiquement et économiquement. Les auteurs tels que Vladimir Kolosov et Nikolay Mironenko dans leur livre *Geopolitika i politicheskaya geografiya (Géopolitique et la géographie politique)*,<sup>136</sup> croient nécessaire d'élaborer une stratégie particulière de la présence russe dans l'espace post-soviétique. Cette stratégie se résumerait en implantation des moyens de contrôle des structures globales de production et des flux de ressources<sup>137</sup>. La géopolitique des géoéconomistes est surtout une géopolitique de coopération plutôt que de confrontation des trois pôles : l'Occident, la Chine et l'Asie Pacifique, qui ont des intérêts vitaux dans l'Eurasie.

La Géorgie est considérée par les auteurs de cette école comme un territoire de rivalités entre différents acteurs géopolitiques. Ainsi, le projet TRACECA contredit, selon cette lecture, les intérêts de la Russie. Selon eux, ce projet de transportation affecterait surtout les régions sibériennes qui se verraient privées de leur rôle de voies principales de transportation transeurasienne une fois TRACECA mis en œuvre. Ils se prononcent également contre le GUUAM qui défie les intérêts russes en Géorgie. Ils admettent la valeur économique du très controversé projet Bakou-Ceyhan, mais exposent leur crainte au sujet du renforcement de la position des États-Unis dans la région. Les solutions que les auteurs de cette école proposent pour résoudre des tensions autour de la Géorgie sont toutes d'ordre économique : augmenter les avantages économiques de

---

<sup>136</sup> Kolosov, Vladimir, et Nikolay Mironenko. 2002, [*Géopolitique et géographie politique*]. Moscou : Aspent Press.

<sup>137</sup> Kolosov et Mironenko (2002), p. 216.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

la coopération avec la Russie et mettre en œuvre les projets transnationaux inclusifs<sup>138</sup>.

#### *Les stabilisateurs*

Pour les partisans de cette vision géopolitique, le mot clé de la mission de la Russie en Eurasie est la stabilisation. Ils croient toujours que la Russie doit et est en droit de maintenir le contrôle sur l'espace post-soviétique afin d'y assurer la sécurité. Pour le faire, elle doit maintenir son statut de grande puissance qui « must be achieved through policies of politico-military balancing and various state-organized geoeconomic projects in the region. »<sup>139</sup> La politique extérieure de la Russie devrait adopter un profil multivecteur en se basant uniquement sur ses intérêts nationaux et en tirant profit de sa position au centre de l'Eurasie. Par contre, il ne s'agit ni de recours inévitable à la force ni de ce que le contrôle sur l'espace post-soviétique devrait revêtir un caractère formel. La position de la Russie n'est pas considérée comme nécessairement anti-occidentale.

Un des représentants de cette vision géopolitique est Kamaludin Gadzhiyev.<sup>140</sup> Il admet l'importance des facteurs traditionnels de la sécurité et de la politique d'équilibre des puissances afin de maintenir l'influence de la Russie en Eurasie. Pour lui, la géoéconomie ne remplace pas la géopolitique, et la globalisation ne met pas fin à la polarité.<sup>141</sup> La Russie devrait stabiliser l'Eurasie non seulement économiquement en offrant un pont commercial entre les acteurs différents, mais surtout en forgeant des liens politiques et civilisationnels entre l'Asie et l'Occident. Gadzhiyev voit la Russie comme une région ouverte à un dialogue productif et aux accords communs. La solution clé est

---

<sup>138</sup> Kolosov et Mironenko (2002), p. 227.

<sup>139</sup> Tsygankov (2003), p. 108.

<sup>140</sup> Gadzhiyev, Kamaludin. 2000. [Introduction à la géopolitique]. Moscou : Logos.

<sup>141</sup> Tsygankov (2003), p. 117-118.

*Ekaterina Piskunova*

de préserver le leadership russe sur l'espace post-soviétique et de créer un système de sécurité collectif pour répondre aux défis extérieurs.

Le Caucase et, plus précisément, la Géorgie sont des sources de préoccupation pour cette philosophie géopolitique. Ainsi, Gadzhiyev souligne le risque que représente TRACECA pour l'influence russe dans la région au profit d'autres pays membres du projet (Turquie, Géorgie et Azerbaïdjan). Il propose d'encourager d'autres projets de transportation où la Russie occuperait une place centrale.

*Les civilisationnistes*

Dans cette vision, la Russie est une unité économique, politique et culturelle auto-suffisante. Elle est définie comme empire eurasiatique à l'intérieur des frontières soviétiques. Deux livres sont représentatifs de cette philosophie géopolitique plutôt traditionnelle : celui de Nikolay Nartov,<sup>142</sup> académicien, et de Guennadiy Zugarov,<sup>143</sup> ex-leader du parti communiste russe. Les deux livres représentent la Russie comme une civilisation eurasiatique indépendante qui pourrait survivre uniquement à condition de se protéger contre « l'influence néfaste de l'Occident ». Selon cette vision, la Russie seule est capable d'assurer la stabilité et l'équilibre géopolitique mondial. Sans elle, le monde serait victime des ambitions occidentales prédatrices. Les auteurs prônent l'isolation de la Russie de l'Occident et soulignent l'importance de la présence militaire sur tout le territoire qui est censé faire partie de l'empire russe. Les projets économiques occidentaux en Géorgie (voies de communications, investissements, oléoducs et gazoducs) sont considérés comme hostiles. Les auteurs avancent sans ambages

---

<sup>142</sup>Nartov, Nikolay. 1999. [*Géopolitique*]. Moscou, Uniti.

<sup>143</sup>Zugarov, Guennadiy, 1999. [*Géographie de la victoire*]. Moscou : éditeur non-indiqué.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

que le seul moyen de réorganiser l'espace post-soviétique est de le réintégrer sous l'hégémonie russe en tant qu'entité formelle.

#### *Les expansionnistes*

Hommage à Mackinder et à Haushofer, l'ouvrage monumental (900 pages) d'Alexandre Douguine<sup>144</sup> exprime une vision radicale de l'image géopolitique de la Russie. La Russie est au centre de la lutte traditionnelle entre les puissances maritimes et continentales, et « seule l'intégration continentale de l'Eurasie avec la Russie comme centre est susceptible de garantir à tous les États et tous les peuples eurasiens la sécurité et la souveraineté authentiques. »<sup>145</sup> Il déclare ouvertement : « Le nouvel empire doit être eurasien et il occupera tout le continent et – à l'avenir – le monde entier. »<sup>146</sup> Le moyen d'atteindre cet objectif est, selon Douguine, la politique savante des alliances. Au niveau interne, il propose de réunir les Russes ethniques et tous les orthodoxes ; au niveau extérieur, de bâtir des relations particulières avec l'Allemagne, l'Iran et le Japon.

Étant donné la position géopolitique de la Géorgie au carrefour de toutes les routes, Douguine accorde une importance sérieuse à la politique de la Russie à son égard. Il propose de maintenir l'équilibre fragile qui s'y est créé et d'empêcher activement tous les efforts adversaires de s'implanter dans la région. Selon lui, « il faut déstabiliser la situation politico-économique au cas où l'on constate le développement des relations positives des élites politiques et économiques locales avec les États-Unis. »<sup>147</sup>

---

<sup>144</sup>Douguine, Alexandre. 2000. *Osnovy geopolitiki. Geopoliticheskoe boudouzsee Rossii*. [Bases de la géopolitique. Avenir géopolitique de la Russie]. Moscou, Artogeya.

<sup>145</sup> Douguine (2000), p. 166.

<sup>146</sup> *Ibid.* p. 213.

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 806.

*Ekaterina Piskunova*

Malheureusement, on ne peut pas dire que cette vision demeure marginale. Au contraire, Dougine est une personne respectée et influente dans les cercles proches du pouvoir. Si le seul parti politique qui pourrait être associé avec sa philosophie, celui de Vladimir Zhirinovsky, (Parti libéral-démocrate) devient de moins en moins influent, Dougine lui-même est une figure convoitée : il était conseiller en politique étrangère de G. Selesnev (président de la Douma à l'époque), et son livre est adopté comme un ouvrage de référence dans les établissements d'enseignement militaire<sup>148</sup> de la Russie.

*Impact respectif des doctrines géopolitiques*

Notre but est d'essayer d'évaluer l'impact de ces cinq doctrines sur les décisions concernant l'implication de la Russie en Géorgie sans évaluer leurs forces et faiblesses. Pour juger de cet impact, il est important de tenir compte des considérations internes et de voir quel groupe appuyait quelle vision tout le long du déroulement de l'intervention.

Au début des hostilités en 1992, des jeunes réformateurs occidentalistes étaient encore au pouvoir. Il paraîtrait qu'il y aura une contradiction entre la doctrine occidentaliste qui prône le retrait de la Russie de tous les territoires de sa chasse jadis gardée et les décisions concrètes en politique étrangère qui ont entraîné l'intervention. Cependant, cette contradiction reflète la situation en Russie à l'interne. Les années 1992-1993 sont marquées par une non-cohérence dans la politique extérieure de la Russie et une décentralisation du pouvoir. Ainsi, les décisions d'appuyer les troupes abkhazes au début des hostilités ont été prises au niveau individuel (commandement local)<sup>149</sup> : « dans un contexte général de désintégration, on a assisté à des initiatives

---

<sup>148</sup> Tsygankov (2003), p. 109.

<sup>149</sup> Voir Menon, Rajan, Yuri Fedorov et Ghia Nodia (dir. publ.). 1999. *Russia, the Caucasus, and Central Asia*. New York : EastWest Institute.

et Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond : Bookcraft.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

de toute nature par des commandants locaux qui, dans certains cas, devaient assurer « l'autofinancement » de leurs unités par des ventes d'armes ou de “services”. »<sup>150</sup>

Un autre facteur d'importance est l'opposition entre le pouvoir législatif et présidentiel. Le Soviet Suprême avait à l'époque la majorité gauche constituée des représentants de la vieille garde<sup>151</sup>. Leur philosophie politique s'accordait mieux avec la vision exposée dans les livres de Zugarov et de Nartov qu'avec les aspirations occidentalistes. L'influence des *siloviki* (les représentants des ministères de sécurité) était aussi importante. Les groupes qui appuyaient la philosophie occidentaliste, à savoir, le secteur privé orienté vers l'Occident, et les jeunes réformateurs (Gaïdar, Tchoubaïs, Yavlinskiy avec son parti Yabloko, etc.) étaient préoccupés des problèmes économiques à l'interne d'une part; et d'autre part, n'étaient pas suffisamment influents au niveau législatif pour imposer leur vision.

The left-wing and nationalist opposition that dominated the Parliament regarded the Abkhaz leaders as pro-Russian, and even as supporting the restoration of the USSR. Therefore they insisted on Russian support for Abkhaz, took some steps that heated up the war, and used it as a basis for additional criticism of the president and government.<sup>152</sup>

Il existe encore un facteur important au niveau individuel : la vieille garde haïssait Chevardnadzé, dernier ministre des

---

<sup>150</sup>Lévesque, Jacques et Pierre Jolicœur. 2003. « La Russie et l'Europe de l'Est face à la guerre en Irak et l'impasse de la guerre en Tchétchénie ». In *Conflits dans le monde, rapport annuel sur les conflits internationaux*, sous la dir. de Legault, Albert, Michel Fortmann et Gérard Hervouet. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2003, p. 71-99.

<sup>151</sup><http://www.cityline.ru/politika/gos/ndrvs7.html>, page consultée le 1 août 2006.

<sup>152</sup>Pain, Emil. 1999. « Contagious Ethnic Conflicts ». In *Russia, the Caucasus, and Central Asia* sous la dir. de Menon, Rajan, Yuri Fedorov et Ghia Nodia. New York : EastWest Institute, p. 177-199.

*Ekaterina Piskunova*

Affaires Extérieures de l'Union soviétique et un des architectes de la perestroïka, qu'elle accusait d'avoir participé plus qu'activement au démantèlement de l'Union et d'avoir vendu les intérêts nationaux à l'Occident<sup>153</sup>. L'intention de punir le leader géorgien était un facteur à prendre en considération lors de la prise des résolutions du Soviet au sujet de l'intervention.

Les années 1993-1995 sont marquées à l'interne par une crise politique grave (octobre 1993) et la première guerre tchéchène, dont l'impact a été déjà mentionné. La philosophie géopolitique du pouvoir était très éclatée. Les décisions se prenaient souvent selon le principe *ad hoc*. Néanmoins, il y a lieu de constater une désillusion en politique d'occidentalisation qui pourrait être expliquée par les difficultés des réformes et l'appui occidental inadéquat.<sup>154</sup> La Russie a commencé à adopter une ligne de plus en plus dure par rapport aux pays de son étranger proche, qui était justifiée par le désir de protéger les intérêts des minorités russes en dehors du territoire de la Russie. Les considérations d'ordre militaire et stratégique sont ressorti au premier plan :

The obvious failure of the government to create a new 'westernized' Russia which could base its power on economic strength led to the increasing popularity of views that envisaged the restoration of the importance of that instrument of state policy that had been prominent in both tsarist Russia and the Soviet Union : the military power.<sup>155</sup>

Il est possible également de constater l'accroissement de l'influence des milieux militaires, nostalgiques de l'époque soviétique. Pendant cette période, les autorités russes ont

---

<sup>153</sup>Coppieters, *op. cit.* et Henze, Paul. 1995. *Georgia in 1995: Recovery Gaining Momentum*. Santa Monica : RAND.

<sup>154</sup>Birgerson, Susanne. 2002. *After the Breakup of a multi-ethnic empire*. Westport : Praeger Publishers.

<sup>155</sup>Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond : Bookcraft, p. 338.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

commencé à parler du territoire de la CÉI comme de la sphère d'influence russe. Le décret présidentiel « De la course stratégique de la Russie à l'égard des pays membres de la CÉI » approuvé en septembre 1995 caractérisait la CÉI comme zone des intérêts de la Russie et décrivait la Russie en tant que « force motrice dans la formation du nouveau système des relations politiques et économiques sur le territoire de l'espace post-soviétique. »<sup>156</sup>

L'arrivée au pouvoir d'Evgueni Primakov (1996-1999), d'abord en tant que ministre des Affaires Étrangères, ensuite comme Premier ministre, a mis en valeur une doctrine idéologique cohérente. Ceci est devenu possible, premièrement, parce que Primakov s'appuyait sur une large partie des députés, avait une influence incontestable sur le président Eltsine et disposait du soutien de l'appareil des services secrets (dont il était chef auparavant). Deuxièmement, il a avancé une doctrine pensée et élaborée du monde multipolaire qu'il s'efforçait de mettre en oeuvre consécutivement. La doctrine de Primakov coïncide avec la vision des stabilisateurs en posant la stabilisation de l'Eurasie comme l'objectif principal de la Russie. D'ailleurs, c'est ce qui se passait en Géorgie pendant cette même période : le contingent russe a séparé les belligérants et veillait à la préservation de la paix. C'était aussi l'époque du renforcement de la CÉI (début de création des ententes bilatérales concernant les voies de communication, des ententes sur les réfugiés et les migrants, de renforcement du traité de sécurité collective). La politique est devenue plus coopérative tout en gardant la présence militaire russe bien implantée.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine marque une nouvelle étape dans le développement de la doctrine géopolitique de la

---

<sup>156</sup> Président de la Russie. 1995. Décret du [De la course stratégique de la Russie à l'égard des pays membres de la CÉI]. *Diplomaticheskiy vestnik*, 1995 (septembre).

*Ekaterina Piskunova*

Russie. Il est à noter qu'elle devient encore plus élaborée et pensée que les précédentes, même si elle comporte quelques contradictions. De plus, il n'y a plus de lutte interne entre les branches de pouvoir; les autorités russes sont plus unies face aux défis qu'elles ne l'ont été depuis très longtemps.

Le trait principal proclamé de la nouvelle doctrine est la continuité de la politique extérieure russe.<sup>157</sup> Le président Poutine voit cette continuité non seulement par rapport au cours politique de son prédécesseur, mais aussi à l'égard de la diplomatie soviétique. Il est suffisamment critique en ce qui concerne le lourd héritage des fautes soviétiques (la RDA en 1953, la Hongrie en 1956 et la Tchécoslovaque en 1968) et trouve que la confrontation bipolaire était un gaspillage insensé de ressources.<sup>158</sup> Par contre, il ne veut pas railler les bilans de la période soviétique ou s'excuser. Dans son article programmatique *La Russie à la limite des millénaires*, il déclare que « la Russie ne deviendra pas bientôt, si elle devient un jour, la deuxième édition, disons, des États-Unis ou de l'Angleterre, où des valeurs libérales ont des traditions historiques profondes. »<sup>159</sup> Ceci donne le ton à la nouvelle grande stratégie russe.

Poutine utilise souvent la rhétorique de la grande puissance en affirmant qu'il est tôt d'enterrer la Russie en tant que telle. Il croit que le processus de formation d'une nouvelle identité post-soviétique est chose faite et considère la Russie comme un des joueurs internationaux dominant. Dans la lettre ouverte aux électeurs, Poutine déclare : « [d]epuis longtemps, la Russie n'est

---

<sup>157</sup> Message présidentiel à l'Assemblée fédérative 2001, <http://zakon.kuban.ru/k`sud/posl-pr.html>, page consultée le 11 août 2004.

<sup>158</sup> [http://world.ng.ru/dipcorpus/2000-06-01/3\\_clear\\_doctrine.html](http://world.ng.ru/dipcorpus/2000-06-01/3_clear_doctrine.html), page consultée le 11 août 2004.

<sup>159</sup> <http://www.mbn.tulanews.ru/document/other/russia.htm>, page consultée le 11 août 2004.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

plus l'Union soviétique amputée, mais un État indépendant, tout à fait autosuffisant, qui acquiert de plus en plus de sûreté en soi. »<sup>160</sup>

Ci-dessous est citée une phrase tirée du discours du président russe lors de la rencontre avec les représentants du monde d'affaire pendant sa visite en Grande-Bretagne, qui est très pertinente pour comprendre l'orientation de la grande stratégie russe : « la coopération basée sur la politique du réalisme et sur l'équilibre des intérêts »<sup>161</sup>. Une question rhétorique se pose, quelle est la différence entre la politique de réalisme et *Realpolitik*, ainsi qu'entre équilibre des intérêts et équilibre des puissances. Il est clair que le président russe est suffisamment pragmatique pour promouvoir la coopération qui profite au renforcement de l'État russe. Il n'envisage ni un repli sur soi ni une confrontation. Donc, les aspirations d'envergure de Douguine et de l'école civilisationniste ne l'inspirent pas beaucoup. Par contre, il est aussi clair qu'il voit la Russie comme une grande puissance et vise lui redonner son lustre d'antan qui a quelque peu perdu son éclat.

Sa vision de la politique russe en Transcaucasie est assez musclée. Il concentre l'attention sur l'interaction au niveau des structures militaires et des efforts anti-terroristes concertés. Le sort de la population russophone est pour lui un enjeu très important. Poutine abandonne l'altruisme économique de l'époque Eltsine, quand l'on soutenaient les États indépendants sans penser au profit, et accentue la coopération économique basée sur les avantages mutuels.<sup>162</sup> En même temps, la Russie est considérée comme acteur principal dans l'espace post-soviétique en tant que garant de stabilité et de sécurité. Il n'exclut pas un

---

<sup>160</sup><http://www.chuvashia.com/cap/main.asp?prev=490&pos=4>, page consultée le 11 août 2004.

<sup>161</sup> <http://2002.kremlin.ru/events/28.html>, page consultée le 11 août 2004.

<sup>162</sup> *Ibid.*

*Ekaterina Piskunova*

recours aux moyens militaires au cas d'escalade de tension. À notre avis, la stratégie Poutine se rapproche plutôt à la vision de l'école stabilisatrice qui envisage l'engagement militaire et économique profond de la Russie dans l'espace post-soviétique.

### **3.4. *Impact de l'intervention et le rôle de l'ONU***

Ci-dessus, nous avons présenté et analysé les motivations qui sous-tendaient l'engagement militaire russe dans le conflit sur le territoire géorgien. Nous affirmons que les intérêts d'ordre stratégique, économique et idéologique ont incité la Russie à offrir son aide militaire à la Géorgie et à maintenir sa présence militaire sur le terrain. Maintenant, il y a lieu de passer à l'examen de l'impact que cette intervention a eu sur le déroulement de la situation sur le terrain. Quels sont les effets de l'engagement de la Russie ? Sont-ils nécessairement néfastes ? Nous trouvons également nécessaire de se pencher sur le rôle de l'autre acteur présent sur le terrain qui est l'ONU. Est-ce que la présence de la MONUG a été efficace ? Quel rôle a-t-elle joué dans le règlement du conflit ?

#### **a. *Le soutien des Abkhazes***

Au début du conflit, nombreux ont été les Géorgiens qui ont accusé la Russie et ses plus hautes autorités d'avoir soutenu les forces séparatistes afin de déstabiliser la situation politique intérieure du pays et de le soumettre à sa domination. Des témoins ont identifié des forces russes à l'œuvre du côté abkhaze, dont celles de l'aviation, ce qui laissait présupposer une complicité de Moscou<sup>163</sup>. Cependant, certains chercheurs trouvent que cette complicité s'explique par les divergences entre les branches de pouvoir qui ont été déjà mentionnées :

---

<sup>163</sup>Dale, Catherine. 1996. *The Case of Abkhazia (Georgia)*. In *Peacekeeping and the role of Russia in Eurasia* sous la dir. de Johnson, Lena, et Clive Archer. Boulder : Westview Press, p. 121-138.

## *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Many in Georgia and elsewhere feel that the war was really a Russian-Georgian conflict. This is a complicated issue. Technically, all volunteers from the North Caucasus were Russian citizens. (Chamil Basaev<sup>164</sup>, for exemple) There were, however, verified cases of Russian assistance. Russian pilots were actually shot down by Kartvelian units but the incidents were isolated and more likely reflected freelancing by rogue elements of the Russian military, a fact which has precedence elsewhere in the Caucasus.<sup>165</sup>

Georgians condemn Russia for helping the Abkhaz defeat them and for choking the Georgian economy. But the Abkhaz also condemn the Russians for sealing their border with the rest of the mainland on the pretext of blocking Abkhaz fighters from rushing to support their Chechen brothers. The Abkhazia bitterly interprets this development as the result of a new alliance Russia/Georgia.<sup>166</sup>

Il est certain que la Russie a joué un rôle ambigu dans ce conflit<sup>167</sup> Même si on peut admettre leur respective impuissance, les détenteurs du pouvoir à Moscou sont restés au moins passifs devant les transferts d'armes que les soldats russes établis en Géorgie ont effectués à l'avantage des groupes sécessionnistes. De même, les gardes-frontière russes n'ont pas empêché des centaines de combattants de traverser la frontière avec la Géorgie pour prendre part à la guerre. Des représentants des forces politiques dominantes au Soviet Suprême de la Russie, qui était alors en conflit ouvert avec le président Eltsine, et les

---

<sup>164</sup>Chamil Basaev, terroriste tchéchène, dirigeant de l'attaque contre l'école russe à Beslan en septembre 2004, mort à la suite de l'opération spéciale des forces russes en juillet 2006.

<sup>165</sup>Hewitt, George (dir. publ.). 1998. *The Abkhazians: A Handbook*. New York: St. Martin's Press, p. 154-155.

<sup>166</sup>Open Society Institute. 1995. *Forced Migration: Repatriation in Georgia*. New York, p. 38.

<sup>167</sup>Voir Breault, Yan, Pierre Jolicœur et Jacques Lévesque, 2003. *La Russie et son ex-empire*. Paris : Presses de sciences po, p. 179-197.

*Ekaterina Piskunova*

autorités locales des territoires avoisinants de l'Abkhazie appelaient ouvertement au soutien militaire des Abkhazes et organisaient par leurs propres moyens des activités d'assistance de toute nature.<sup>168</sup>

Sans pouvoir parler d'ingérence ouverte, on peut parler d'un laisser-faire des autorités russes, car celles-ci étaient certainement au courant de ce qui se passait et n'ont pas déployé d'efforts substantiels pour faire cesser des activités partisans de soutien armé aux Abkhazes. Ce laissez-faire a alimenté le conflit en pourvoyant une ou deux parties belligérantes en armes. De façon indirecte, le comportement de la Russie a contribué à l'avancement abkhaze et à la sécession *de facto* de l'Abkhazie. Toutefois, il est difficile d'affirmer que ce genre de politique a joué un rôle décisif dans le déroulement des événements.

***b. Les forces de maintien de la paix***

La Russie a joué un rôle clé dans le processus de paix visant au règlement du conflit en tant que pourvoyeur de soldats de maintien de la paix et comme médiateur. Les forces de maintien de la paix russes qui opèrent en Abkhazie depuis l'été 1994 ont joué un rôle positif en prévenant l'éclatement des hostilités d'envergure. Dans ce sens, la mission de maintien de la paix est un succès. Malheureusement, il n'y a pas de progrès en ce qui concerne le règlement politique du conflit.

Tout en réduisant la possibilité d'une nouvelle guerre, la présence des soldats russes a affaibli les motivations des leaders abkhazes de chercher une solution de compromis des causes politiques du conflit. Les cessez-le-feu garantis par Moscou ont permis aux groupes sécessionnistes de camper sur des positions intransigeantes. Tbilissi a accepté finalement d'abandonner l'idée d'un État géorgien unitaire, mais les autorités abkhazes

---

<sup>168</sup> *Op. cit.*, p. 184.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

revendiquent du moins un statut d'égalité avec le reste de la Géorgie dans une éventuelle confédération sinon l'indépendance, alors que Tbilissi n'offre qu'au mieux, une solution du type fédéral. Le processus de paix se trouve jusqu'à présent dans l'impasse.

Le problème des réfugiés reste toujours sans solution. La Géorgie reproche à la Russie l'absence de volonté politique d'appliquer une certaine pression sur l'Abkhazie. L'Abkhazie explique son refus d'accepter les réfugiés par son droit de « to screen returning DPs to prevent the repatriation of war criminals » et par ce que les conditions économiques ne permettent pas de les recevoir.<sup>169</sup> Le problème devient alors de plus en plus pressant pour les autorités géorgiennes, les 250 000 réfugiés - ou 150 000, selon les sources, - créant une pénurie sérieuse de logements. Un début de règlement en 1999, a permis le retour de 50 000<sup>170</sup> (de 40 000 <sup>171</sup>) personnes de janvier en mars, ce qui reste très peu. Le problème est aggravé par les accusations de nettoyage ethnique avancées contre les séparatistes : en mars 1995, la Géorgie et le HCR ont dénoncé un nettoyage ethnique en Abkhazie<sup>172</sup>. La présence des réfugiés crée donc une tension qui ne contribue nullement au règlement et aux concessions des deux parties.

Pour arriver à l'accord de 1995 sur l'octroi des bases militaires, Moscou a promis à la Géorgie de l'aider à résoudre le conflit abkhaze. Pourtant, les dirigeants géorgiens considèrent que

---

<sup>169</sup>Walker, Edward. 2000. *No War, No Peace in the Caucasus*. In *Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, sous la dir. de Bertsch, Gary, Cassidy Craft, Scott Jones et Michael Beck. New York; London : Routledge, p. 152-187.

<sup>170</sup>[http://www.un.org/french/peace/peace/cu\\_mission/monug/rs.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/rs.htm), page consultée le 11 août 2004.

<sup>171</sup> *Forced Migration*, p. 31.

<sup>172</sup> <http://www.regard-est.com/Revue/Numero20/Abkhazie.html>, page consultée le 29 juillet 2004.

*Ekaterina Piskunova*

dans les faits, bien que la Russie ait exercé un certain nombre de pressions sur la république auto-proclamée, elle a plutôt permis aux Abkhazes d'entretenir le *statut quo* qui les arrange, c'est pourquoi l'accord de 1995 n' a jamais été ratifié par le Parlement géorgien.

La Russie joue en quelque sorte un jeu d'attente dans la région. Sa position évasive à l'égard du règlement politique du conflit abkhaze après la fin des hostilités et son refus tacite d'appuyer l'intégrité territoriale de la Géorgie de façon définitive ont provoqué et renforcé des intentions et des orientations anti-russes dans la politique géorgienne. Par contre, cette politique d'attente est dictée par les motivations géopolitiques de conserver des leviers de pression sur les autorités géorgiennes. Tant que la Russie est capable d'exercer la pression, les plans pro-occidentaux de la Géorgie risquent de ne jamais se réaliser.

Il serait hasardeux d'avancer que le conflit en Abkhazie a été provoqué par la Russie. Le déclenchement du conflit abkhaze relève essentiellement des facteurs internes<sup>173</sup>. Cependant, par sa façon de participer au conflit et à son règlement, le gouvernement russe a indéniablement su tirer profit de l'instabilité de la Géorgie pour influencer l'orientation de sa politique étrangère.

*c. Le rôle de l'ONU*

Le rôle de l'ONU pendant le processus de règlement peut paraître limité. Cependant, la présence des représentants de la communauté internationale a contrebalancé, ne serait-ce que partiellement, la ligne politique russe, dictée uniquement par des considérations géopolitiques. L'attention de l'ONU témoignait de la vigilance de la communauté internationale

---

<sup>173</sup>Breault, Yan, Pierre Jolicœur et Jacques Lévesque, 2003. *La Russie et son empire*. Paris : Presses de sciences po, p. 184.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

envers la situation sur le terrain, ce qui a contribué au règlement du conflit en palliant l'impact négatif du jeu géopolitique de la Russie.

L'ONU a été impliquée au conflit en Abkhazie depuis août 1992, quand les troupes géorgiennes prenaient d'assaut le Parlement abkhaze à Soukhoumi. En 1993, l'ONU a assumé les fonctions internationales du règlement du conflit abkhazien et a décidé d'envoyer en Géorgie ses observateurs.<sup>174</sup> La mission première de la MONUG était de vérifier l'observation des conditions de l'accord de cessez-le-feu et de séparation des forces, conclu avec la médiation et sous les garanties de la Russie. La mission compte 136 observateurs militaires, et son mandat inclut l'observation des activités des forces de maintien de la paix, la surveillance des sites de stockage du matériel militaire, le suivi de la situation sur le terrain et la présentation des rapports au Secrétaire général ainsi que la contribution à la création des conditions propices au retour des réfugiés.

La décision d'envoyer le contingent d'observateurs au lieu de forces internationales de maintien de la paix (les casques bleus) reflétait la volonté de la Russie d'assumer le rôle principal du règlement du conflit sur le territoire ex-soviétique et l'absence de volonté d'autres membres du Conseil de sécurité de contester les prérogatives russes. « Russia missed no chance to mention that it did not interfere with US policies in Central America, and that consequently the US had no business in disturbing Russia in its efforts to restore control over Transcaucasia ». <sup>175</sup> La direction onusienne, cependant, semblait trouver une certaine

---

<sup>174</sup>Ici et ci-dessous les données factuelles et statistiques sont tirées du site officiel de la MONUG [http://www.un.org/french/peace/peace/cu\\_mission/monug/rs.htm](http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/rs.htm), page consultée le 11 août 2004.

<sup>175</sup>Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond : Bookcraft, p. 372.

*Ekaterina Piskunova*

logique dans cette approche. Le statut particulier de la Russie dans le processus du règlement du conflit a été admis formellement, et la Russie a été définie comme facilitateur lors des négociations.

Au début des négociations, la situation a été aggravée par la position passive prise par l'ambassadeur spécial de l'ONU Edouard Brunner. Il exerçait ses fonctions jusqu'à 1997 où il a été remplacé par un diplomate roumain Liviu Bota. Pourtant, l'approche beaucoup plus active de Bota n'a débouché sur aucun progrès. Le problème est ailleurs : l'incapacité de l'ONU d'assumer une plus grande responsabilité dans le règlement du conflit peut être expliquée par l'absence de motivation suffisante de sa part. Ici, nous avons affaire aux problèmes propres au fonctionnement même de l'ONU en ce qui concerne le consensus au Conseil de sécurité<sup>176</sup>. Il existe une tension profonde entre les intérêts fondamentaux des membres permanents du Conseil de sécurité : les puissances occidentales visent souvent le règlement du conflit et l'intégration ultérieure des États en question à l'économie mondiale et considèrent la participation de l'ONU dans le règlement du conflit comme un moyen d'en venir, tandis que la politique étrangère de la Russie est marquée par les aspirations de domination dans la région, considérée comme sa zone d'influence. La Russie a été beaucoup plus intéressée à jouer un rôle définitif dans le processus de négociations que l'ONU comme ambassadeur de la communauté internationale.

La forte présence de la Russie influençait le processus de négociation. Nous sommes d'accord avec l'opinion de N. MacFarlane<sup>177</sup> qui affirme que la participation parallèle de la

---

<sup>176</sup>Macfarlane, Neil. 1999. « The role of the UN ». *Accord : A question of Sovereignty*, Special Issue, (September), disponible en ligne <http://www.c-r.org/our-work/accord/georgia-abkhazia/un-role.php>, page consultée le 1 août 2006.

<sup>177</sup> *Ibid.*

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Russie et de l'ONU freinait les efforts déployés pour atteindre un compromis. L'existence d'un canal parallèle donnait aux parties la possibilité de s'entêter et de s'abstenir des concessions. De plus, il y avait une certaine compétition de la part de la Russie : elle n'était pas du tout intéressée à ce que le règlement soit atteint par le biais du médiateur onusien. Cela aurait pu conduire à une diminution de l'influence russe dans la région. Pour la Russie, le rôle actif de l'ONU sur le terrain aurait pu devenir une menace pour la réalisation de ses propres intérêts. Les forces de maintien de la paix entravaient parfois les activités des observateurs onusiens :

UNOMIG was prevented access to certain areas by Russian peacekeepers when allegations of Russian partiality toward Abkhazia were to be investigated. The Russian peace-keeping force, furthermore, found it hard to accept that it was UNOMIG's mission to monitor it.<sup>178</sup>

Par contre, il faut admettre que l'interaction de l'ONU et des forces de maintien de la paix ont connu un succès : elles ont réussi à séparer les protagonistes et à ne pas permettre le retour aux hostilités. L'efficacité des actions des soldats russes s'est accrue lors de l'interaction avec les spécialistes onusiens grâce à un transfert des normes internationales dans le domaine de maintien de la paix. Les activités de MONUG contribuaient à la transparence et empêchaient d'entreprendre des actions unilatérales dans la zone de conflit. De plus, le processus du renouvellement du mandat à tous les 6 mois a l'avantage d'attirer l'attention au conflit abkhaze au Conseil de sécurité.

#### **3.5. *Développement de la situation après la révolution des roses, novembre 2003-2006***

Après une période de stagnation, le conflit abkhaze connaît une nouvelle escalade après la révolution de 2003 en Géorgie et les

---

<sup>178</sup> Cornell (2001), p. 186.

*Ekaterina Piskunova*

élections présidentielles de 2004 – en Géorgie et en Abkhazie. L'aggravation des relations russo-géorgiennes, la volonté du gouvernement géorgien actuel de rétablir l'intégrité territoriale du pays pour conserver le pouvoir ainsi que les discussions à l'ONU autour de Kosovo qui pourraient créer un précédent de reconnaissance d'une entité sécessionniste sont les enjeux qui font remonter la pression dans la région.

La fin de la présidence controversée d'Édouard Chevardnadze et l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Saakachvili, élu président de l'État géorgien en janvier 2004, ont renforcé l'orientation pro-occidentale du pays. Aussitôt après les élections, M. Saakachvili a exprimé sans ambages sa position à l'égard du conflit en Abkhazie :

Il faut appeler un chat un chat. Nous avons perdu le contrôle de l'Abkhazie en 1993, à cause du soutien russe accordé aux séparatistes abkhazes, ce qui équivaut à une guerre russo-géorgienne non proclamée. Quant à l'Ossétie du Sud et à l'Adjarie, si la situation dans ces régions résultait avant tout de l'incompétence de l'équipe de mon prédécesseur, Édouard Chevardnadze, je n'oublie pas que les Russes y ont également leur part de responsabilité.<sup>179</sup>

Saakachvili se rend parfaitement compte que l'enjeu d'intégrité territoriale est crucial pour son succès. Fort du soutien occidental et surtout américain, le jeune président géorgien réussit à destituer Aslan Abachidzé du poste de président de l'Adjarie en mai 2004 (Abachidzé trouve refuge à Moscou) et promet que le tour de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie viendra bientôt.

---

<sup>179</sup>[http://www.politiqueinternationale.com/PI\\_PSO/fram\\_cdg\\_104\\_03\\_li.htm](http://www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/fram_cdg_104_03_li.htm), page consultée le 11 mars 2006.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Cependant, les Abkhazes restent campés sur leurs positions et toujours prêts à les défendre. Il est très important à considérer les présidentielles d'octobre 2004. En effet, la lutte principale s'est déroulée entre Raoul Khadjimba, ex-officier du KGB, qui affichait ouvertement ses couleurs pro-russes et Serguey Bagapch, chef de l'entreprise énergétique « Tchernomorenergo », que plusieurs considéraient comme politicien pro-géorgien. Après une lutte électorale acharnée, des confrontations violentes et la contestation des résultats des élections, c'est Bagapch qui est devenu président de la république non reconnue. Certains experts, en Géorgie, en Russie ou en Occident, s'attendaient à un assouplissement de la position abkhaze et à une orientation pour le règlement des relations avec la Géorgie avec son arrivée au pouvoir, mais en vain. Khadjimba devient vice-président, responsable des questions de sécurité, et même si la méfiance entre les ex-adversaires demeure, ils ont réussi à s'entendre sur la direction principale de la politique de la république rebelle qui est la quête de la reconnaissance de l'indépendance. Un an après les élections, le dirigeant de l'Abkhazie ne cède aucun enjeu acquis, mais déclare que son pays est prêt pour devenir un membre associé de la Fédération de Russie.<sup>180</sup> Il a ajouté également que « Pour nous, les relations avec la Russie, les autorités russes, les politiciens russes, sont essentielles. »<sup>181</sup> Avec plus de 80 pour cent de population abkhaze qui détiennent des passeports russes<sup>182</sup> tandis que les réfugiés géorgiens sont incapables de

---

<sup>180</sup>Déclaration de Serguey Bagapch à la conférence de presse à Saint-Pétersbourg le 14 décembre 2005, disponible en ligne [http://www.abkhaziya.org/forum/messages.html?sectionid=-101&topicid=1280&sort=count\\_view](http://www.abkhaziya.org/forum/messages.html?sectionid=-101&topicid=1280&sort=count_view), page consultée le 1 août 2006.

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> Ceci est rendu possible par la loi de la Russie qui octroie la possibilité de demander la citoyenneté russe à tous les citoyens qui vivaient sur le territoire de l'ex-Union soviétique.

*Ekaterina Piskunova*

revenir chez eux, c'est une position qui ne fait qu'augmenter la tension dans la région.

De nombreuses difficultés du nouveau gouvernement géorgien dans le domaine économique et social (54 % de population sous le seuil de pauvreté<sup>183</sup>) laissent une marge de manœuvre minimale à Saakachvili. L'enjeu de rétablissement de l'intégrité territoriale du pays reste probablement son dernier moyen sûr de conserver le pouvoir. D'une part, les autorités géorgiennes oeuvrent pour évincer les bases militaires russes; d'autre part, elles essaient de reprendre le contrôle sur deux républiques sécessionnistes - l'Ossétie du Sud d'abord et l'Abkhazie ensuite. Dans les deux cas, l'Occident est considéré comme un allié majeur, la Russie comme adversaire principal. La rhétorique et les pratiques des autorités géorgiennes à l'égard de Moscou et du Kremlin à l'égard de la Géorgie deviennent de plus en plus menaçantes.

En été 2004, le président géorgien essaye de passer aux hostilités ouvertes en promettant de tirer sur tous les bateaux qui apparaîtraient près du littoral abkhaze y compris sur ceux qui transportent les touristes russes en excursion<sup>184</sup> de Sotchi (Russie) à Noviy Aphon ou Soukhoumi.<sup>185</sup> Ceci a suscité une

---

<sup>183</sup><http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/gg.html>, page consultée le 11 mars 2006.

<sup>184</sup> Les touristes russes continuent de passer leurs vacances en Abkhazie (75 000-80 000 par année). Ils sont attirés par les prix très bas, approximativement 200 \$US pour 21 jours, et les sites naturels exceptionnels. Pour l'Abkhazie, c'est une source de revenu importante, <http://www.izvestia.ru/politic/article256673>, page consultée le 11 février 2006.

<sup>185</sup> Déclaration du Ministère des Affaires Étrangères pour les médias 1744-08-04-2004, [http://www.ln.mid.ru/Brp\\_4.nsf/arh/BE942A51B0102EB1C3256EE60035FB4F?OpenDocument](http://www.ln.mid.ru/Brp_4.nsf/arh/BE942A51B0102EB1C3256EE60035FB4F?OpenDocument), site officiel du Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie, page consultée le 11 mars 2006.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

vive réaction à Moscou, mais aussi une réprobation de Saakachvili à Washington. Si le président géorgien alors en visite aux États-Unis a mis en évidence le soutien américain à sa cause : « Nous avons des problèmes avec certains politiciens russes qui considèrent toujours la Géorgie comme une partie de la Russie. L'administration américaine nous aidera à surmonter cet obstacle. »<sup>186</sup>, les commentaires de Colin Powell a été beaucoup plus réservés : « [n]ous travaillons de concert avec les collègues russes et géorgiens pour calmer le jeu. [...] Nous voulons vraiment réduire la tension, exclure la possibilité des provocations et revenir au dialogue. »<sup>187</sup>

La Géorgie s'adresse à l'Union européenne pour trouver de l'aide en ce qui concerne les relations avec la Russie qui connaissent un creux profond depuis 2004. S. Zourabichvili, ex-ministre géorgienne des Affaires étrangères, déclare : « Nous n'avons plus de confiance en Russie aujourd'hui. »<sup>188</sup> Moscou et Tbilissi s'accusent mutuellement d'alimenter des terroristes partout dans le monde et particulièrement au Caucase, de provoquer des confrontations et d'encourager la criminalité en Géorgie.

La décision du Kremlin de se conformer aux accords d'Istanbul et de retirer les bases militaires du territoire géorgien survenue le 30 mai 2005 n'améliore pas sensiblement les relations entre les deux pays. La Russie ralentit le processus de finalisation de l'entente en jouant sur les délais et les modalités du retrait pour ne signer le document final qu'en mars 2006. Selon cette entente,

---

<sup>186</sup><http://www.izvestia.ru/politic/article250625>, page consultée le 11 mars 2006.

<sup>187</sup> *Ibid.*

<sup>188</sup> *Russia Under Putin*. 3 juillet 2005. Réalisation de Lucy Ash pour BBC. Version texte disponible à <http://www.abc.net.au/rn/talks/bbing/stories/s1404275.htm>, page consultée le 11 juillet 2006.

*Ekaterina Piskunova*

les bases seront retirées avant la fin de 2008. En Russie, cette décision est perçue par certains comme une défaite; en Géorgie, comme une grande victoire : « Cet accord est une défaite de la Russie. » - a dit Serguey Markov<sup>189</sup> tandis que Saakachvili déclare : « c'est un acte historique et une des plus grandes victoires de notre diplomatie constructive. »<sup>190</sup> Les deux opinions sont quelque peu exagérées. Comme déjà mentionné ci-haut, l'efficacité de ces bases militaires a été souvent remise en question par des spécialistes militaires.<sup>191</sup> Ceci étant dit, les effectifs y déployés (5 000 soldats, 115 chars, 220 véhicules blindés, 170 systèmes d'artillerie)<sup>192</sup> contrôlent le couloir stratégique de la mer Noire vers l'Arménie le long de la frontière avec la Turquie. Le départ des militaires russes pourrait devenir invitant pour les forces américaines ou otaniennes, et c'est ce que le Kremlin craint le plus. Cependant, les autorités géorgiennes se disent prêtes à légiférer pour ne pas permettre l'implantation d'aucune base militaire étrangère sur son territoire en mettant en évidence le potentiel touristique et économique du pays : « La Géorgie possède un potentiel pour le développement du tourisme et de la transportation, et nous ne sommes pas intéressés à implanter les bases militaires étrangères sur notre territoire. »<sup>193</sup> L'objectif principal de Kremlin serait donc atteint. En même temps, la décision sur le

---

<sup>189</sup>Markov Serguey, directeur de l'Institut des recherches politiques, membre de la Chambre communautaire de la Russie, <http://www.regnum.ru/news/616374.html>, page consultée le 2 avril 2006.

<sup>190</sup><http://www.regnum.ru/news/617139.html>, page consultée le 2 avril 2006.

<sup>191</sup>Par exemple, Vitaliy Shlykov, membre du Conseil de politique étrangère et de défense, <http://www.izvestia.ru/politic/article1738618>, page consulté le 11 février 2006.

<sup>192</sup> Directeur du Département principal de coopération militaire internationale du Ministère de la Défense de la Russie Anatoliy Mazourkevitch, interview avec le journal *Izvestiya*, <http://www.izvestia.ru/armia2/article1386955/?print>, page consultée le 11 mars 2006.

<sup>193</sup>S. Zourabichvili, ex-ministre des Affaires Étrangères de la Géorgie, le 30 mai 2005, NEWSru.com, Dossier CÉI/Géorgie/Relations avec la Russie.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

retrait des bases est prise dans un contexte où la Russie préside le sommet du G -8, attend son adhésion à l'OMC tout en accumulant des retards en ce qui concerne les développements démocratiques à l'intérieur du pays. L'enjeu des bases pourrait probablement être envisagé comme une concession d'importance secondaire face aux nombreuses accusations en provenance de l'Occident.

Il existe encore une considération qui pourrait atténuer l'importance de ce pas : il devient de plus en plus clair que l'opposition à l'égard du président Saakachvili augmente : les manifestations de l'opposition, qui reste très divisée pour l'instant, ont rassemblé des milliers de personnes à Tbilissi au début de l'an 2006.<sup>194</sup> Le Kremlin pourrait probablement s'attendre à un changement de dirigeants en Géorgie et à un retour sur les décisions déjà prises.

Après l'entente sur le retrait des bases militaires, les forces de maintien de la paix deviennent l'enjeu majeur non seulement dans l'opposition entre la Géorgie et la Russie, mais aussi pour l'avenir de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Les autorités de deux républiques non reconnues les considèrent comme garant d'une certaine stabilité : « Les soldats de maintien de la paix garantissent la stabilité de la situation dans la zone du conflit abkhazo-géorgien, et leur retrait ne ferait qu'aggraver la situation. ».<sup>195</sup> Cependant implicitement, les soldats russes de maintien de la paix, en garantissant le *statu quo*, représentent un soutien aux régimes sécessionnistes. À son tour, la Géorgie, non sans raison, les voit en présence des forces russes sur son territoire une menace pour le pouvoir existant. En effet, l'échec

---

<sup>194</sup> <http://www.lenta.ru/articles/2006/03/31/georgia/>, page consultée le 31 mars 2006.

<sup>195</sup> Serguey Bagapch, conférence à l'agence des nouvelles *Interfax*, le 30 septembre 2005, <http://www.novoteka.ru/r/World?lastdate=/2005-9-30>, page consultée le 1 août 2006.

*Ekaterina Piskunova*

de Saakachvili dans ce domaine crucial découragera l'ensemble des processus démocratiques sur le territoire des l'ex-Union soviétique, ce qui avantagerait sûrement la Russie.

Au début de l'an 2006, la pression autour les républiques sécessionnistes et les soldats de maintien de la paix est très haute. Les discussions à l'ONU autour de Kosovo la font remonter surtout pour Tbilissi. Pour la première fois depuis le début de processus de règlement pacifique du conflit, l'ONU n'a pas inclus dans la résolution sur la situation dans la zone du conflit géorgieno-abkhaze le paragraphe concernant la nécessité de définir le statut de l'Abkhazie au sein de la Géorgie. Dans le document de 31 mars 2006 qui prolonge le mandat de la MONUG et des forces de maintien de la paix encore pour 6 mois, ce passage est absent<sup>196</sup>. Ceci ne signifie pas que l'ONU a changé son opinion sur l'intégrité territoriale de la Géorgie, mais suscite des préoccupations de la part de la Géorgie quant au déroulement ultérieur du processus de règlement surtout à la lumière des discussions sur Kosovo. Le représentant de la Géorgie auprès de l'ONU Revaz Adamiya fait remarquer dans sa lettre adressée au Président du Conseil de sécurité que la Russie se prononce pour l'indépendance de l'Abkhazie selon le scénario de Kosovo<sup>197</sup>. Ceci n'est pas étonnant après les déclarations du Président Vladimir Poutine lors de sa conférence de presse annuelle de 2006 : « [s]i certains croient qu'on peut octroyer l'indépendance étatique complète à Kosovo, pourquoi la refuser aux Abkhazes ou aux Ossètes du Sud ? »<sup>198</sup> Un changement de position russe est à constater : il y a un certain temps, la Russie n'acceptait pas l'idée de reconnaissance des entités séparatistes à cause de la Tchétchénie. Cependant,

---

<sup>196</sup> <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/293/34/PDF/N0629334.pdf?OpenElement>

<sup>197</sup> Simonian, Youri. 2006. [Ombre de Kosovo au-dessus de Soukhoumi]. *Nezavissimaya gazeta*, le 3 avril.

<sup>198</sup> [www.kremlin.org](http://www.kremlin.org), site officiel du Président de Fédération de Russie.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

après les derniers accords russo-tchéchènes et l'arrivée de Ramzan Kadyrov au pouvoir en république, il paraît que le Kremlin considère la menace de séparation tchéchène comme écartée et est prêt à accepter la création du précédent de reconnaissance internationale d'une entité sécessionniste.

Au mois de juillet 2006, le Parlement géorgien devra se pencher sur la question de la présence des forces russes de maintien de la paix sur le territoire du pays et décider si les opérations doivent être renouvelées. La résolution onusienne arrive juste à temps pour la Russie et incite les autorités géorgiennes à chercher de l'appui ailleurs que dans les organisations internationales. Pourtant, les États-Unis demeurent réticents quant à la possibilité d'octroyer une aide autre qu'un soutien moral et humanitaire. Il est clair qu'une décision de force déstabilisera davantage la situation dans le pays où la paix est déjà fragile. Le gouvernement géorgien se retrouve coincé entre la nécessité de rétablir l'intégrité territoriale pour conserver le pouvoir, l'intransigeance des autorités des républiques rebelles, la pression russe appuyée par la présence de ses troupes sur le terrain, la passivité de l'ONU et la réticence des États-Unis. Telle situation est propice pour des décisions impulsives et lourdes de conséquences.

#### IV. CONCLUSIONS

L'étude a démontré l'importance des considérations instrumentales/réalistes dans les motivations de l'engagement d'une tierce partie dans un conflit civil. Le coût élevé des opérations dans les termes humains et matériels; les effets qu'ils ont sur la dynamique politique à l'interne comme à l'externe ainsi que leur place dans les grandes stratégies nationales portent à croire que ce sont les intérêts nationaux, donc les considérations réalistes, qui sont derrière la décision de s'engager. L'approche utilisée pour l'analyse de ces motivations est inspirée par la nouvelle géopolitique, qui semble être un cadre fructueux pour l'étude de ce type de comportement.

Après une étude bibliographique des certains ouvrages qui font partie du corpus théorique volumineux traitant de la géopolitique, il est possible d'affirmer que, sans être une science à part, elle représente une méthode analytique et explicative qui met en évidence les relations de pouvoir entre les déterminants territoriaux et la politique des acteurs. Les déterminants pertinents retenus ont permis le regroupement suivant : ceux qui font partie du domaine militaire/stratégique (position de l'État au niveau global, sa superficie, protection des frontières, voies stratégiques); ceux qui relèvent du domaine économique (ressources, voies de transportation); ceux qui ont trait au domaine démographique (pressions démographiques, protection éventuelle de la diaspora à l'extérieur de l'État); et, finalement, les facteurs du domaine idéologique (représentations historiques du territoire et de son rôle dans le monde, mouvements nationalistes y compris. Il est à souligner que les quatre domaines sont liés entre eux et interdépendants; et cette interdépendance se manifeste de façon la plus évidente au niveau idéologique que nous avons associé au concept de la grande stratégie.

### *Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Les facteurs ainsi regroupés offrent le premier axe de la grille d'analyse complexe dressée pour notre étude de cas. La deuxième dimension du cadre analytique est l'axe temporel, qui permet de situer l'influence respective des facteurs géopolitiques dans le temps, en prenant en considération les changements. La proximité de la géopolitique comme méthode analytique de l'école réaliste en Relations internationales a permis d'ajouter une troisième dimension à la grille dressée pour l'étude de cas et de situer l'analyse selon les images waltziennes. L'importance accordée par la géopolitique à la position géographique nous a incités à y ajouter le niveau régional.

Notre hypothèse principale sur l'impact des motivations géopolitiques sur la décision d'intervenir dans un conflit est confirmée dans le cas de l'engagement russe au conflit en Géorgie. Au domaine militaire, cela signifie que la position géographique de la Géorgie est suffisamment importante pour maintenir l'engagement militaire de la Russie sur le territoire géorgien. La configuration des alliances est telle que la Russie tient à ce que la Géorgie fasse partie de sa ceinture d'États amicaux, mais en même temps, Moscou se méfie de ce que l'orientation pro-occidentale de la Géorgie crée le risque de perdre son influence dans la région et d'exposer son flanc sud aux adversaires éventuels. Les menaces internes (terrorisme, la guerre tchéchène) incitent également la Russie à maintenir sa présence militaire sur le territoire géorgien.

Le domaine économique est aussi important que militaire. « The issue of the oil pipeline route from the Caspian, in which the US and Russia are participating, has become largely a symbol of geopolitical contest. »<sup>199</sup> Au chapitre économique au premier

---

<sup>199</sup>Nodhia, Ghia. 2000. « A New Cycle of Instability in Georgia ». In *Crossroads and Conflict : Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, sous la dir. de Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck. New York; London : Routledge, p. 188-203.

*Ekaterina Piskunova*

plan sort la compétition au niveau systémique entre la Russie et les États-Unis et, probablement dans une moindre mesure, entre la Russie et l'Europe. Perçue comme jeu à somme nulle par la Russie, cette compétition ne laisse autre choix à la Russie que de s'engager davantage. Étant donné ses moyens économiques limités en comparaison de ceux des États-Unis, la Russie compte plus sur des leviers d'influence politique. Sa présence militaire et son rôle de médiateur lui servent des outils.

Au domaine démographique, les résultats d'étude confirment l'hypothèse seulement au niveau individuel. En effet, la volonté de protéger ses concitoyens se manifeste plus au niveau de volontaires qu'au niveau étatique/national dans ce cas concret. Nous considérons que la pertinence de ce domaine est mitigée et qu'il n'a pas eu d'importance décisive dans notre cas.

Le domaine idéologique/de grande stratégie englobe en quelque sorte tous les facteurs géopolitiques déterminants. Il reflète aussi la configuration intérieure des forces au pouvoir. Son influence varie selon la possibilité de mettre en oeuvre l'une ou l'autre doctrine. Il est à constater que les effets de la doctrine dépendent des considérations individuelles au niveau de leadership, des facteurs au niveau interne (moyens objectifs de la mettre en pratique), au niveau systémique (configuration des forces dans le monde), et il serait erroné d'envisager l'impact de ce domaine séparément. Dans le cas étudié, nous soutenons que, même s'il existe un nombre considérable de chercheurs qui parlent de l'éventuel retrait de la Russie de ses positions « soviétiques », l'intention russe de sécuriser sa présence politique, économique et culturelle dans l'espace post-soviétique est trop forte pour le faire. Plus encore, préserver cette présence est vital pour répondre adéquatement aux défis domestiques comme la stabilisation intérieure et le développement économique de la Russie. Pour la Russie, la stabilité régionale au Caucase est une préoccupation beaucoup plus importante que

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

pour tout autre État extérieur : c'est sa survie en tant que grande puissance qui est mise en jeu. Une trop grande instabilité au Caucase risque de se répandre sur son flanc sud. Les autres puissances susceptibles de gagner en influence dans la région doivent tenir compte de cet intérêt crucial de Moscou. Ainsi, la Russie reste, même si son influence est de plus en plus défiée, la force déterminante dans la dynamique caucasienne.

*Ekaterina Piskunova*

## BIBLIOGRAPHIE

Anderson, Ewan. 2000. « NATO Expansion and the Implications for Southern Tier Stability », dans *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, sous la dir. de Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck. New York; London : Routledge, p. 129-139.

Anthony, Ian (dir.). 1998. *Russia and the Arms Trade*. Oxford : SIPRI, Oxford University Press.

Aron, Raymond. 1984. *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy.

Battistella, Dario. 2003. *Théories des relations internationales*. Paris : Presses de sciences po.

Bertsch, Gary, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). 2000. *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*. New York; London : Routledge.

Birgerson, Susanne. 2002. *After the Breakup of a multi-ethnic empire*. Westport : Praeger Publishers.

Bradshaw, Michael (dir.). 1995. *Geography and Transition in the Post-Soviet Republics*. Chichester : Wiley.

Breault, Yann, Pierre Jolicœur et Jacques Lévesque. 2003. *La Russie et son ex-empire*. Paris : Presses de sciences po.

Brzezinski, Zbigniew. 1997. *Le grand échiquier*. Paris : Hachette.

Brzezinsky, Zbigniew. 1994. « Premature Partnership », *Foreign Affairs*, Vol. 73, no 2.

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Carment, David, et Patrick James. 1995. « Internal Conflicts and Interstate Ethnic Conflicts: Toward a Crisis-Based Assessment of Irredentism », *Journal of Conflict Resolution*, vol 39, no 1 (mars), p. 82-109.

Charnay, Jean-Paul. 1992. *Stratégie générative : de l'anthropologie à la géopolitique*. Paris : Presses universitaires de France.

Chauprade, Aymeric, et François Thual. 1998. *Dictionnaire de géopolitique : États, concepts, auteurs*. Paris : Ellipses.

Cohen, Saul. 2002. « Geopolitics in the New World Era: A New Perspective on an Old Discipline », dans Nurit Kliot et David Newman (dir.). *Geopolitics at the End of the Twentieth Century. The Changing World Political Map*, London : Frank Cass, p. 40-68.

Cooper, Robert, et Mats Berdal. 1993. « Outside Intervention in Ethnic Conflicts », dans Michael Brown (dir.). *Ethnic Conflicts and International Security*, Princeton : Princeton University Press, p. 181-206.

Coppieters, Bruno, Alexei Zverev et Dmitri Trenin (dir.). 1998. *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, London : Frank Cass Publishers.

Coppieters, Bruno. 1998. « Georgia in Europe: The Idea of Periphery in International Relations ». dans Bruno Coppieters, Alexei Zverev et Dmitri Trenin (dir.). *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, London : Frank Cass Publishers, p. 44-68.

Coppieters, Bruno. 1999. *Federal Practice. Exploring Alternatives for Georgia and Abkhazia*. Brussels : VUB University Press.

*Ekaterina Piskunova*

Coppieters, Bruno. 1999. « The Roots of the Conflict ». *Accord: A question of Sovereignty*, Special Issue (September) disponible en ligne <http://www.c-r.org/our-work/accord/georgia-abkhazia/un-role.php>.

Cornell, Svante. 2001. *Small Nations and Great Powers*. Richmond : Bookcraft.

Craft, Cassady. 2000. « Reconciling Disparate Views on Caucasus Security. » dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict : Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 226-239.

Dale, Catherine. 1996. « The Case of Abkhazia (Georgia) », dans Lena Jonson et Clive Archer. Boulder (dir.). *Peacekeeping and the role of Russia in Eurasia*, Westview Press, p. 121-138.

Danilov, Dmitry. 1999. « Russia's Role ». *Accord: A question of Sovereignty*, Special Issue (September), disponible en ligne <http://www.c-r.org/our-work/accord/georgia-abkhazia/un-role.php>.

Darchiashvili, David. 2000. « Trends of Strategic Thinking in Georgia », dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict : Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 66-76.

David, Charles-Philippe. 2000. *La guerre et la paix*. Paris : Presses de sciences po.

Dougine, Alexandre. 2000. *Osnovy geopolitiki. Geopoliticheskoe boudouzsee Rossii. (Bases de la géopolitique. Avenir géopolitique de la Russie)*. Moscou : Artogeya.

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Encel, Frédéric, et Olivier Guez. 2003. *La grande alliance : de la Tchétchénie à l'Irak : un nouvel ordre mondial*. Paris : Flammarion.

*Forced Migration: Repatriation in Georgia*. 1995. New York : Open Society Institute.

Gadzhiev, Kamaludine. 2003. *Geopolitika Kavkaza. (Géopolitique du Caucase)*. Moscou : Mejdounarodnye otnocheniya.

Gadzhiev, Kamaludin. 2000. *Vvedeniye v geopolitiku. (Introduction à la géopolitique)*. Moscou : Logos.

Géré, François. 2002. *Pourquoi les guerres ? Un siècle de géopolitique*. Édition Larousse en partenariat avec *Courrier International*, Collection 20/21 (mars).

Gilpin, Robert. 1975. *U. S. Power and the International Cooperation: the Political Economy of Foreign Direct Investment*. New York : Basic Books.

Gounelle, Max. 2001. *Relations internationales*. Paris : Dalloz.

Griffin, Nicholas. 2001. *Caucasus*. London : Headline Book Publishing.

Haushofer, Karl. 1986. *De la géopolitique*. Fayard : Paris.

Henze, Paul. 1995. *Georgia and Armenia : Troubled Independence*. Santa Monica : RAND.

Henze, Paul. 1995. *Georgia in 1995 : Recovery Gaining Momentum*. Santa Monica : RAND.

*Ekaterina Piskunova*

Heraclides, Alexis. 1990. « Secessionist Minorities and External Involvement ». *International Organization*, vol 44 no 3 (été), p. 341-378.

Herzig, Edmund. 1999. *The New Caucasus: Armenia, Azerbaijan and Georgia*. London : Royal Institute of International Affairs.

Hewitt, George (dir.). 1999. *The Abkhazians: a Handbook*. Richmond : Curzon Press.

Hunter, Shireen. 2000. « The Evolution of the Foreign Policy of the Transcaucasian States ». dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 25-47.

Huntington, Samuel. 1997. *Le choc des civilisations*. Paris : Odile Jacob.

Jolicœur, Pierre. 2002. « Assistance militaire américaine à la Géorgie selon une perspective russe ». *Notes de recherche du CEPES*, vol 3, no 5 (16 mars).

Jolicœur, Pierre. 2000. « Les relations intrarégionales au Caucase : Déterminants et dynamique ». *Notes de recherche du CEPES*, no13 (février).

Jones, Scott. 2000. « Turkish Strategic Interests in the Transcaucasus ». dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 55-65.

Kennedy, Paul (dir.). 1991. *Grand Strategies in War and Peace*. Yale : Yale University press.

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Kerr, David. 1995. « The New Eurasianism: The Rise of Geopolitics in Russia's Foreign Policy ». *Europe-Asia Studies*, vol 47, no 6, p. 977-988.

Kheir, Elie. 2000. « Bakou-Ceyhan : les enjeux d'un oléoduc ». *Le débat stratégique*, no 48 (janvier).

Klare, Michael. 2002. *Resource Wars*. New York : A Metropolitan/Owl Book.

Kliot, Nurit et David Newman (dir.). 2002. *Geopolitics at the End of the Twentieth Century. The Changing World Political Map*. London : Frank Cass.

Kolosov, Vladimir, et Nikolay Mironenko. 2002. *Geopolitika i politicheskaya geografiya (Géopolitique et géographie politique)*. Moscou : Aspent Press.

Kolsto, Pal. 2000. *Political Construction Sites: Nation-building in Russia and the Post-Soviet States*. Boulder : Westview Press.

Kotan, Steve. 1996. « NATO Enlargement: Foreign Policy Fact or Fiction », dans Neil MacFarlane (dir.). *Coming Together or Falling Apart: Regionalism in the Former Soviet Union*, Kingston : Center for International Relations, p. 159-179.

Kubicek, Paul. 2004. « The Evolution of Eurasianism and the Monroeski Doctrine Under Vladimir Putin », présentation à la conférence annuelle de l'*International Studies Association* à Montréal, mars 2004 .

Kudava, Mamuka, et Cassady Craft. 2000. « Developing Nonproliferation Export Controls in Georgia in the Context of the Emerging Eurasian Transportation Corridor », dans Gary

*Ekaterina Piskunova*

Bertsch, Cassidy Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict : Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 207-225.

Kukhianidze, Alexander. « The Armenian and Azeri Communities in Georgia: On Georgia's Nationalities and Foreign Policies ». dans Gary Bertsch, Cassidy Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 111-136.

Kvartchelia, Liana. 1999. « Regard de l'Abkhazie ». *Accord: A question of Sovereignty*, Special Issue (September), disponible en ligne <http://www.c-r.org/our-work/accord/georgia-abkhazia/un-role.php>.

*La Caucase des indépendances : La nouvelle donne*. 1993. La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, numéro 718.

Lasserre, Frédéric, et Emmanuel Gonon. 2001. *Espaces et enjeux : méthodes d'une géopolitique critique*. Paris : l'Harmattan.

Lejava, Gueorgiy. 1998. *Etnopoliticheskaya situatsiy v Gruzii n Abkhazskiy vopros. (Situation ethnopolitique en Géorgie et la question abkhaze)*. Moscou : Académie des sciences de la Russie.

Lévesque, Jacques, et Pierre Jolicœur. 2003. « La Russie et l'Europe de l'Est face à la guerre en Irak et l'impasse de la guerre en Tchétchénie ». dans Albert Legault, Michel Fortmann et Gérard Hervouet (dir.). *Les Conflits dans le monde 2003, rapport annuel sur les conflits internationaux*, Québec : Les Presses de l'Université Laval.

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Luttwak, Edward. 1990. « From Geopolitics to Geoeconomics ». *National Interest*, vol 20, p. 17-24.

MacFarlane, Neil (dir.). 1996. *Coming Together or Falling Apart: Regionalism in the Former Soviet Union*. Kingston : Center for International Relations.

MacFarlane, Neil. 1999. « The Role of the UN ». *Accord: A question of Sovereignty*. Special Issue (September), disponible en ligne, <http://www.c-r.org/our-work/accord/georgia-abkhazia/un-role.php>.

MacFarlane, Neil. 1999. *Western Engagement in the Caucasus and Central Asia*. London : Royal Institute of Foreign Affairs.

Mamadouh, Virginie. 2002. « Reclaiming Geopolitics: Geographers Strike Back ». dans Nurit Kliot et David Newman (dir.). *Geopolitics at the End of the Twentieth Century. The Changing World Political Map*, London : Frank Cass, p. 118-135.

Menon, Rajan, Yuri Fedorov et Ghia Nodia (dir.). 1999. *Russia, the Caucasus, and Central Asia*. New York : EastWest Institute.

Montifroy, Gérard. 1990. *Puissances et conflits : analyses et décisions géopolitiques*. Montréal : Éditions du Fleuve.

Montifroy, Gérard. 1991. *Enjeux et guerres : géostratégie et affrontements*. Montréal : Éditions Sciences et culture.

Moreau Defarges, Philippe. 2002. *Dictionnaire de géopolitique*. Paris : Armand Colin & Dalloz.

Nartov, Nikolay. 1999. *Geopolitika. (Géopolitique)*. Moscou : Uniti.

*Ekaterina Piskunova*

Neack, Laura, 1994. « UN Peace-Keeping: In the interest of Community or Self? », *Journal of Peace Research*, vol. 32, no 2, p.181-196.

Newman, David, et Nurit Kliot. 2002. « Introduction: Globalisation and the Changing World Political Map », dans Nurit Kliot et David Newman (dir.). *Geopolitics at the End of the Twentieth Century. The Changing World Political Map*, Londres : Frank Cass, p. 1-15.

Nodia, Ghia. 2000. « A New Cycle of Instability in Georgia ». dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres: Routledge, p. 88-206.

Nodia, Ghia. 1998. « The Georgian Perception of the West », dans Bruno Coppieters, Alexei Zverev et Dmitri Trenin (dir.). *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, Londres & Portland : F. Cass, p. 12-43.

Nuriyev, Elkhan. 2000. « Conflicts, Caspian Oil, and NATO ». dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 140-151.

Nye, Joseph. 1990. *Bound to lead : the changing nature of American power*. New York : Basic Books.

Pain, Emil. 1999. « Contagious Ethnic Conflicts ». dans Menon, Rajan, Yuri Fedorov et Ghia Nodia (dir.). *Russia, the Caucasus, and Central Asia*, New York : EastWest Institute, p. 177-199.

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Regan, Partick. 1998. « Choosing to Intervene: Outside Interventions in Internal Conflicts ». *The Journal of Politics*, vol 60, no 3 (août), p. 754-779.

Regan, Patrick. 1996. « Conditions of Successful Third-Party Intervention in Intrastate Conflicts ». *The Journal of Conflict Resolution*, vol 40, no 2 (June), p. 336-359.

Rogov, Serguey. « Evraziyskaya strategiya Rossii », disponible en ligne :  
[http://www.inesnet.ru/magazine/mag\\_archive/?mid=14&cid=118#article\\_118](http://www.inesnet.ru/magazine/mag_archive/?mid=14&cid=118#article_118).

Rondeli Alexander. 2000. « Regional Security Prospects in the Caucasus », dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 48-54.

Roth, Dale. 1997. « Russia's New Military Doctrine and the Internal and Regional Use of Force ». dans Neil MacFarlane (dir.). *Coming Together or Falling Apart: Regionalism in the Former Soviet Union*, Kingston : Centre for International Relations, p. 55-81.

Sieca-Kozłowski, Elisabeth, et Alexandre Toumarkine. 2000. *Géopolitique de la mer Noire*. Paris : Karthala.

Tchantouridze, Lasha (dir.). 2004. *Geopolitics : Global Problems and Regional Concerns*. Bison Paper 4. Winnipeg : Contemporary Printed Ltd.

Tchantouridze, Lasha. 1997. « The States of the Caucasus and their Neighbors ». dans Neil MacFarlane (dir.). *Coming Together*

*Ekaterina Piskunova*

or *Falling Apart: Regionalism in the Former Soviet Union*, Kingston : Centre for International Relations, p. 83-111.

Thual, François. 1996. *Méthode de la géopolitique : apprendre à déchiffrer l'actualité*. Paris : Ellipses.

Thual, François. 2001. *Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daguestan, Géorgie, Tchétchénie*. Paris : Flammarion.

Trenin, Dmitry. 2001. *The End of Eurasia: Russia on the border between Geopolitics and Globalization*. Moscow : Moscow Carnegie Center.

Trenin, Dmitri. 1998. « Russian and Western Interests in Preventing, Managing and Settling Conflicts in the Former Soviet Union », dans Bruno Coppieters, Alexei Zverev et Dmitri Trenin (dir.). *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, Londres & Portland : F. Cass, p. 171-190.

Tsygankov, Andrey. 1998. « Hard-Line Eurasianism and Russia's Contending Geopolitical Perspectives », *East European Quarterly*, vol. 32 no 3 (automne), p. 315-334.

Tsygankov, Andrey. 2003. « Mastering space in Eurasia: Russia's geopolitical thinking after the Soviet break-up », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 36, p. 101 - 127.

Walker, Edward. 2000. « No War, No Peace in the Caucasus », dans Gary Bertsch, Cassady Craft, Scott Jones et Michael Beck (dir.). *Crossroads and Conflict: Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, New York & Londres : Routledge, p. 152-187.

Walt, Stephen. 1987. *The Origins of Alliances*. Ithaca : Cornell University Press.

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

Walter, Barbara. 1997. « The Critical Barrier to Civil War Settlement », *International Organization* vol. 51 no 3 (été), p. 335-364.

Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of International Politics*. New York : McGraw-Hill, Inc.

Wallerstein, Immanuel Maurice. 1991. *Geopolitics and geoculture: essays on the changing world-system*, Cambridge : Cambridge University Press, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

Wolfe, Robert. 1997. « The Architecture of (Dis)integration », dans Neil MacFarlane (dir.). *Coming Together or Falling Apart: Regionalism in the Former Soviet Union*, Ontario: Centre for International Relations, p. 209-233

Wood, William et George Demko (dir.). 1999. *Reordering the World. Geopolitical Perspectives on the Twenty-First Century*. Boulder, Westview Press.

Zuganov, Guennadiy. 1999. *Geografiya pobedy* [Géographie de la victoire], Moscou : éditeur non-indiqué.



## LISTE DES NOTES DE RECHERCHES DU CEPES

No 1. Le Prestre, Philippe, Alexander Macleod et Paul Létourneau, *From Containment to Partnership? The United States, Japan and Germany in the New World Order*, avril 1994.

No 2. David, Charles-Philippe, *Procrastinating into the New World Order : American Policy towards the Yugoslav Crisis*, avril 1994.

No 3. Parenteau, Jean-Bernard, *La politique proche-étrangère de la Fédération de Russie : ruptures et continuités*, avril 1995.

No 4. David, Charles-Philippe et Onnig Beylerian (dir.). *Americas Quest for a New Contract with the World*, octobre 1995.

No 5. Thibault, Jean-François, *Activité théorique et relations internationales : Les limites d'un imaginaire apolitique*, mars 1996.

No 6. Hassan-Yari, Houchang, *La politique étrangère de la République islamique d'Iran*, mars 1997.

No 7. Thibault, Jean-François, *Représenter et connaître les relations internationales : Alexander Wendt et le paradigme constructiviste*, janvier 1997.

No 8. Viau, Hélène, *La théorie critique et le concept de sécurité en relations internationales*, décembre 1998.

No 9. Constantin, Christian, *Le nouveau front occidental : tenants et aboutissants de la politique chinoise en Asie centrale*, janvier 1999.

No 10. Morier, Frédéric et Pierre Jolicoeur, *Politique étrangère, défense et sécurité : Guide pratique pour la recherche par Internet*, avril 1999.

*Ekaterina Piskunova*

No 11. Ross, Robert, *Problems and Prospects for U.S.-China Relations and Stability in East Asia*, décembre 1999.

No 12. Constantin, Christian, *Vers une nouvelle alliance? Le partenariat stratégique sino-russe et les limites des approches étato-centriques*, janvier 2000.

No 13. Jolicoeur, Pierre, *Les relations intrarégionales au Caucase : déterminants et dynamique*, février 2000.

No 14. Dumoulin, André, *À la recherche de la défense de l'Europe Occidentale dans l'après-Kosovo : questions de doctrines et de moyens*, mai 2000.

No 15. Deighton, Anne, *Militarising the European Union*, juillet 2000.

No 16. Jolicoeur, Pierre, *Ressources Internet en relations internationales*, septembre 2000, 73 p.

No 17. Masson, Isabelle, *La politique étrangère sud-africaine après l'apartheid*, mars 2001.

No 18. Rodrigue, Sarah et Pierre Jolicoeur, *Ressources Internet en relations internationales*, avril 2002.

No 19. Claveau, Dimitri, *La CEI ou les petits pas du multilatéralisme (Un processus d'institutionnalisation inachevé)*, avril 2002.

No 20. Jolicoeur, Pierre (dir.), *Points de mire 2000-2002 – Deux années d'actualité internationale*, mai 2002.

No 21. Séguin, Patrick, *Le complexe de sécurité de l'Asie du Sud et les essais nucléaires indiens de 1998*, juin 2002.

*Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre en Géorgie*

No 22. Stoett, Peter and Dwayne Pretti, *Energy Security : A Risk and Vulnerability Analysis*, février 2003.

No 23. Dufour, Frédérick Guillaume, *Évolution du champ de la théorie politique globale de 1981 à 2001 : aperçu de quelques développements critiques*, février 2003.

No 24. Pahlavi, Pierre Cyril, *Cultural Globalisation and the Politics of Culture*, octobre 2003.

No 25. Rodrigue, Sarah et Pierre Jolicoeur (mise à jour par Maxime Longangué), *Ressources Internet en relations internationales, édition 2003-2004*, octobre 2003.

No 26. Innes, Michael Alexander, *Political Communication in Wartime Liberia : Themes and Concepts*, juillet 2004.

No 27. Légaré-Tremblay, Jean-Frédéric, *Réflexions théoriques sur la politique américaine de sécurité internationale après le 11 septembre 2001*, juillet 2004.

No 28. Massie, Justin, *Rassurer les Etats-Unis : le processus de sécurisation au Canada.*, mai 2005.

No 29. Stoett, Peter, *Environmental Security in Post-Dayton Bosnia and Herzegovina*, octobre 2005.

No 30. Auger, Julie, *Préparation canadienne contre le bioterrorisme et biosécurité*, janvier 2006.

*Ekaterina Piskunova*

#### **DANS LA SÉRIE MÉMOIRE**

No 1. Viau, Hélène, *La (re)conceptualisation de la sécurité dans les théories réaliste et critique : quelques pistes de réflexion sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale*, août 2000.

No 2. Duhamel, Anne, *L'évolution de la théorie du conflit de faible intensité : continuité ou rupture? Le cas du Honduras*, février 2001.

No 3. Leblanc, Olivier, *La politique étrangère de l'Australie et le cas de l'intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre de l'INTERFET*, février 2005.

No 4. Régol, Olivier, *Go East ! Une lecture critique de la littérature portant sur l'attitude du Fonds Monétaire International en Russie (1992-1999)*, mai 2005.